



Commission
européenne

PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

HIVER 2018 / N° 67



Rhénanie-Palatinat:
Apporter un soutien au-delà
des frontières



À chaque
enjeu urbain
sa solution



RegioStars
Sous les feux
de la rampe

Politique
régionale
et urbaine



Patrimoine
culturel:
Élargir
les horizons

PANORAMA

Dans cette édition...

L'édition hivernale du magazine *Panorama*, désormais disponible au téléchargement, couvre de nombreuses thématiques allant des problèmes urbains à la culture en passant par la transition industrielle.

Nous commencerons par un rapport de la présidence autrichienne portant sur la manière dont son équipe a préparé les négociations au Conseil pour le paquet législatif 2021-2027. Notre interview prendra la forme d'un échange de points de vue avec deux représentants de la Rhénanie-Palatinat, Malu Dreyer, président ministre, et le Dr Volker Wissing, ministre de l'économie. Nous analyserons ensuite ce que les fonds européens ont permis de réaliser au cours de l'Année européenne du patrimoine culturel, sur la manière dont ils aident les régions à entreprendre leur transition industrielle, et nous esquisserons le profil des projets soutenus par l'intermédiaire du programme Actions innovatrices urbaines.

Dans notre rubrique «La parole est à vous» vous en apprendrez plus sur la région de Castille-La Manche, la Finlande et le sud de la

Pologne, et sur les jeunes européens via des expériences vécues dans le cadre du programme Interreg Volunteer Youth et du programme média Youth4Regions.

Nous nous entretiendrons également avec les gagnants du concours RegioStars de cette année, avant de partager quelques photos de l'édition 2018 de la Semaine européenne des régions et des villes, et de nous pencher sur plusieurs statistiques récemment publiées dans l'Annuaire régional Eurostat 2018. Dans la rubrique «Projet», nous nous rendrons en Pologne, au Danemark, en Italie et en Grèce.

Nous vous souhaitons une bonne lecture!



AGNÈS MONFRET

*Responsable de l'unité chargée de la communication,
Direction générale de la politique régionale et urbaine,
Commission européenne*



ÉDITORIAL.....	03	NOUVELLES EN BREF.....	35
PRÉSIDENTE AUTRICHIENNE: MENER LES TRAVAUX À TERME.....	04	CARTES: MESURER L'ÉGALITÉ DES GENRES.....	36
S'ENGAGER AUPRÈS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES.....	07	COOPÉRATION TERRITORIALE ET PATRIMOINE CULTUREL.....	38
DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES ENJEUX URBAINS.....	08	LA POLOGNE ET LES FINANCEMENTS DE L'UE: UNE NÉCESSITÉ POUR ALLER DE L'AVANT.....	42
INTERVIEW: MALU DREYER ET VOLKER WISSING DE LA RÉGION DE RHÉNANIE-PALATINAT.....	12	POLITIQUE DE COHÉSION: UN POINT DE VUE FINLANDAIS.....	43
SOUTENIR LES RÉGIONS MINIÈRES EN TRANSITION.....	14	LA CASTILLE-LA MANCHE EN FAVEUR D'UNE COHÉSION RENFORCÉE ET PLUS EFFICACE.....	44
LE POINT SUR LES TERRITOIRES PRÉSENTANT DES SPÉCIFICITÉS GÉOGRAPHIQUES.....	18	PROJET INTERREG EUROPE CYBER.....	45
PHOTOGRAPHIÉ: SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES.....	20	LES RÉGIONS EUROPÉENNES EN STATISTIQUES.....	46
LES COURS DE MAÎTRE DE LA SEMAINE.....	22	LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	50
LES GAGNANTS DES REGIOSTARS SOUS LES FEUX DE LA RAMPE.....	24	POINT D'INFORMATION: LES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	52
LES JEUNES JOURNALISTES PRENNENT LA PAROLE.....	28	LE DANUBE ET LA STRATÉGIE DE L'ESTURGEON.....	54
INTERREG VOLUNTEER YOUTH.....	32	PROJETS AU DANEMARK, EN ITALIE/GRÈCE, EN SLOVAQUIE ET EN POLOGNE.....	55
CONCOURS EUSALP «DIRE SON PROJET».....	34		

ÉDITORIAL

Il y a deux mois, dans le dernier numéro de *Panorama*, je vous encourageais à profiter de l'opportunité qu'offre la Semaine européenne des régions et des villes de contribuer à la réflexion actuellement en cours dont découleront les bases de la politique de cohésion de la prochaine décennie. Ce que nous ne savions pas alors, c'est que cette Semaine se révélerait être le plus grand rassemblement qui ait jamais eu lieu de praticiens de la politique de cohésion. Plus de 7 000 partenaires se sont réunis au Square à Bruxelles pour participer à cet événement inauguré par le président Juncker.

Cet immense succès est non seulement de bon augure pour le futur de notre politique, mais c'est également la preuve de sa vitalité et de sa capacité à contribuer à la construction d'une Europe meilleure, plus équitable et plus forte, grâce à l'implication et à l'engagement de milliers de personnes venues des quatre coins de l'Union. Avec les élections européennes qui se tiendront dans quelques mois, il est essentiel de communiquer sur tout ce que nous avons fait ensemble pour les régions et pour les citoyens.

Tout d'abord, en s'efforçant de garantir qu'aucune région, qu'aucun individu, ne soit laissé de côté, la politique de cohésion est demeurée fidèle à ses origines. Des exemples comme l'initiative *Catching Up Regions*, ou le travail effectué pour faciliter l'intégration des migrants, représentent sans aucun doute des étapes clé dans ce domaine. Sans même mentionner le support énorme apporté par le Fonds de solidarité européen aux régions touchées par des catastrophes naturelles, ou encore nos efforts permanents pour aplanir les obstacles à la vie et au travail transfrontaliers.

Par ailleurs, nous avons également intensifié le soutien apporté aux régions de l'UE en transition industrielle, en identifiant leurs avantages compétitifs et en appuyant les PME qui travaillent à la mise en place d'une économie zéro carbone.



À titre d'illustration, notre récente initiative ciblant les régions minières en transition a permis à 40 d'entre elles dans 12 pays membres d'identifier de nouvelles opportunités de croissance. En contribuant à la diversité économique et en soutenant près de 120 stratégies de spécialisation intelligente sur le terrain, la politique de cohésion est devenue un catalyseur essentiel de la résilience et de la compétitivité des régions, ainsi que de leur convergence socio-économique.

Enfin, nous nous sommes efforcés, comme jamais auparavant et de manière continue, à faire mieux et de manière plus simple, conformément aux engagements énoncés lors de ma prise de fonction. Nous avons travaillé dur pour mesurer et accroître l'impact de notre politique, notamment grâce au lancement d'une plateforme de données en source ouverte exhaustive, ou en joignant nos forces au plan d'investissement Juncker. Nous avons également offert au Groupe de haut niveau sur la simplification la possibilité de présenter des propositions de simplification pertinentes, qui ont nourri le règlement dit «Omnibus» et nos réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion.

Nous ne pouvons qu'être fiers de tout ce que nous avons accompli! Merci pour votre soutien indéfectible, je suis confiante dans le fait que nous serons toujours plus nombreux et que nos actions continueront d'incarner l'essence même de la politique de cohésion: améliorer la vie quotidienne des citoyens européens. ■

Corina Crețu

Commissaire européenne en charge de la politique régionale



Réunion du Conseil des affaires générales (Cohésion), 30 novembre 2018.

Un entretien avec l'équipe autrichienne qui préside l'Europe sur l'avancée des négociations au sein du Conseil, sur leur approche de la simplification... et sur leur soutien à quatre pattes

La présidence autrichienne du Conseil de l'UE s'achèvera le 31 décembre. Avec les propositions de la Commission pour la politique de cohésion de l'après-2020 publiées seulement un mois avant le début de la présidence, l'Autriche et ses négociateurs ont joué un rôle central dans la mise en place du cadre des discussions au sein du Conseil. *Panorama* s'est entretenu avec l'équipe basée à Bruxelles: Johannes Rossbacher, Alexander Ferstl et Christoph Klemencic.

Pouvez-vous nous dire où vous en êtes avec le paquet législatif 2021-2027?

Johannes Rossbacher: Je dirais que nous sommes bien engagés. Nous sommes proches d'aboutir à un accord sur les chapitres clés du règlement portant dispositions communes. Et, pour ce qui est du Conseil, le règlement FEDER est presque terminé. Avec cinq propositions législatives sur la table, notre groupe de travail au Conseil a fait de son mieux pour accomplir des progrès rapides et de long terme.

Quelle a été votre approche pour les négociations?

Alexander Ferstl: Pour commencer, nous étions convaincus que les propositions de la Commission étaient raisonnables et présentaient une véritable amélioration en matière de simplification.

À partir de là, nous avons essayé de limiter les changements apportés aux textes légaux proposés. Nous pensions que tout n'avait pas besoin d'être régulé, et, à cet égard, que moins c'était plus!

Et vous y êtes parvenus?

Christoph Klemencic: Oui, je pense. Nous avons conservé les éléments de simplification proposés par la Commission, et nous sommes même allés plus loin. Prenons l'exemple de l'accord de partenariat. Pourquoi un État membre disposant d'une petite allocation budgétaire ou d'un seul programme multi-fonds aurait-il besoin de passer par l'étape supplémentaire consistant à rédiger ce document? Notre proposition de supprimer cette étape dans certains cas a également reçu l'accord des ministres du Conseil le 30 novembre.

« En tant que représentants de la Présidence, nous avons joué le rôle de courtiers indépendants et tenté de construire des ponts. »

Êtes-vous parvenus à un accord sur le budget?

JR: Les discussions sur le cadre financier pluriannuel se concluront au plus haut niveau. Nous avons travaillé, et nous travaillons encore, à définir les bonnes modalités de mise en œuvre. Nous avons donné la priorité aux éléments des régulations dont nos autorités en charge des programmes dans les régions auront besoin pour leurs futurs programmes. Donc, une fois que les décisions en matière financière auront été prises, nous pourrions facilement créer des liens.

Et quels sont ces éléments?

AF: Tout ce qui concerne les audits et le contrôle, la programmation et la planification, ainsi que les conditionnalités et les performances. Je sais que cela n'a pas l'air très excitant, mais les autorités de gestion ont besoin de savoir à quoi s'attendre, et de commencer à mettre en place leurs structures de mise en œuvre pour les programmes à venir. Avec cette stratégie, nous espérons gagner un temps précieux et garantir le démarrage rapide des programmes. Les choses devraient commencer à évoluer dès 2021, et pas en 2022 ou en 2023.

Si l'on considère ces six derniers mois, quels ont été les enjeux clés des négociations?

CK: Je dirais que nous avons dû trouver des compromis entre toutes sortes de parties: les contributeurs nets et les bénéficiaires nets, les différentes approches à l'ouest, à l'est, au sud et au nord, et parfois entre des opinions très différentes, sans même prendre en

compte ces deux aspects. En tant que représentants de la Présidence, nous avons joué le rôle de courtiers indépendants et tenté de construire des ponts. Encore une fois, cela ne signifie pas que nous avons fait plaisir à tout le monde à chaque fois.

JR: Trouver des compromis n'est jamais un exercice facile. Vous savez que vous avez probablement trouvé un bon compromis quand tout le monde autour de la table est à la fois un peu content et un peu mécontent.

Quelle est la prochaine étape des négociations?

AF: En janvier, nos collègues de Roumanie prendront la relève et continueront au même rythme. Avec une à deux réunions du groupe de travail par semaine et une approche assez similaire à la nôtre, on peut donc s'attendre à ce que l'on continue à progresser rapidement dans les mois à venir. Une fois l'accord du Conseil obtenu, la phase de trilogue pourra commencer. Je suis

L'union des forces au nom de la politique de cohésion: réunion informelle du groupe de travail du Conseil chargé des mesures structurelles en Autriche (Burgenland), septembre 2018.



« Nous avons conservé les éléments de simplification proposés par la Commission, et nous sommes même allés plus loin. »



Paul Unglaub, Johannes Rossbacher, Alexander Ferstl (avec Elvira), Christoph Klemencic.

convaincu que les positions du Conseil, de la Commission et du Parlement ne sont pas très éloignées.

D'un point de vue plus personnel, comment s'est déroulée la Présidence?

JR: Il s'agissait de ma troisième présidence autrichienne, donc je savais à quoi m'attendre: de longues journées, des réunions le dimanche et un travail d'équipe intensif. Et, honnêtement, nous ne nous en serions pas sortis aussi bien sans l'indéfectible soutien de Vienne, l'efficacité de nos collègues du secrétariat du Conseil, la polyvalence de Paul, et même le coup de pouce du chien d'Alexander!

Un chien à la présidence?

AF: Oui, mon chien est resté avec nous presque tout le temps. Elvira, c'est son nom, nous a remonté le moral et s'est toujours débrouillée pour nous changer les idées et nous faire oublier un instant les réglementations. Ça aide vraiment pendant les périodes avec des enjeux forts.

JR: C'est assez drôle, j'avais peur des chiens avant, mais ça a complètement changé la donne. Le «soutien» d'Elvira va même me manquer, ce fut un membre de l'équipe à part entière!

Vous avez l'air de bien vous être amusés!

CK: Oh, tout à fait! Mon anecdote: une fois, un collègue du Conseil qui n'avait pas bien compris le nom de notre président l'a appelé «Your Highness» (Votre Grandeur) au lieu de «Jo-Hannes». Très présidentiel comme titre.

AF: Sans oublier notre collègue croate qui s'est mis à jodler! Nous avons organisé une courte séance de formation pendant notre réception d'ouverture, et ils savent toujours comment s'y prendre! Assez impressionnant...

JR: Les bons moments aident à faire face à une tâche aussi colossale que la présidence de l'UE, c'est certain! ■



Photo prise lors de la Conférence des Présidents des régions ultrapériphériques de l'UE de 2018. Premier rang, de gauche à droite: Ramón Luis Valcárcel, Ignacio Sánchez Amor, Fernando Clavijo, le roi Felipe VI, Corina Crețu, Ana Paula Zacarias, Daniel Gibbs; deuxième rang, de gauche à droite: Claude Plenet, Marie-Luce Plenchar, Alfred Marie-Jeanne, Vasco Cordeiro, Miguel Machado de Albuquerque, Yolaine Costes, Mohammed Sidi.

Des engagements concrets en faveur des régions ultrapériphériques

À l'occasion de la conférence annuelle des régions ultrapériphériques, un an après le lancement de la nouvelle stratégie de l'UE qui leur est consacrée, la commissaire en charge de la politique régionale, Corina Crețu a montré comment l'UE avait tenu ses engagements vis-à-vis de ces régions.

Le prochain budget de l'UE ne contient pas moins de 21 propositions qui prennent en compte les spécificités des régions ultrapériphériques et qui sont la traduction en propositions concrètes de l'attention spécifique portée par la Commission Juncker à ces régions. Par exemple, il a été proposé que ces régions continuent de bénéficier de fonds supplémentaires spécifiques et du taux de cofinancement le plus élevé au niveau européen. En outre, étant donné leur situation géographique unique, il a été proposé de leur permettre d'investir les fonds de l'UE dans des aéroports; et un volet Interreg a été créé spécifiquement pour ces régions, doté d'un budget dédié, afin de promouvoir la coopération avec les pays voisins.

De nouvelles règles relatives aux aides de l'État viennent d'être adoptées, elles sont destinées à aider les pêcheurs des régions ultrapériphériques à acheter de nouveaux navires, avec un niveau d'aide plus élevé pour les plus petits bateaux, et sous certaines conditions, afin de garantir la viabilité des pêcheries.

De nouvelles portes ont également été ouvertes pour accueillir et promouvoir la croissance en aidant la recherche et l'innovation. Par exemple, la Commission a lancé le projet FORWARD qui, dans le cadre de Horizon 2020, disposera de 4,3 millions d'euros grâce auxquels 24 partenaires situés dans neuf régions pourront analyser leurs systèmes d'innovation et mobiliser les acteurs locaux, notamment les industriels, autour de stratégies basées sur leurs forces spécifiques. Ils garantiront également la mise en place d'un lien plus étroit entre les régions et les réseaux d'innovation européens et internationaux afin d'accroître leur participation au futur programme de recherche Horizon Europe.

La Commission travaille également en collaboration avec les régions ultrapériphériques et leurs États membres pour définir des solutions sur mesure adaptées à leurs enjeux spécifiques. Après une première expérience de transition énergétique couronnée de succès sur l'île de la Réunion, la Commission a mis en place un deuxième groupe de travail dont l'objectif est d'améliorer la gestion des déchets et de promouvoir l'économie circulaire dans les îles Canaries. Toutes les parties concernées travailleront en collaboration pour relever ce défi d'envergure et pour améliorer la qualité de vie dans l'archipel.

La place donnée aux régions ultrapériphériques dans les futurs programmes ainsi que ces initiatives viennent compléter le dialogue direct et permanent entre la Commission Juncker et ces neuf régions. Elles sont le symbole d'un partenariat toujours plus fort et à tous les niveaux. ■

HISTOIRES URBAINES



Actions innovatrices urbaines: tester des solutions innovantes et en mesurer les résultats

Le programme Actions innovatrices urbaines met à disposition des villes européennes, par l'intermédiaire du Fonds de développement régional européen, une enveloppe totale de 372 millions d'euros pour la période 2014-2020 destinée au financement de projets novateurs. L'objectif est d'identifier, de tester et de diffuser des solutions concrètes qui apportent des réponses aux enjeux urbains.

Jusqu'à ce jour, 55 projets ont été sélectionnés dans toute l'Europe suite à trois appels lancés en 2015, 2016 et 2017; un quatrième appel est en cours. Les villes peuvent déposer leur candidature en ligne jusqu'à la fin du mois de janvier 2019. Un cinquième et dernier appel sera lancé fin 2019. <https://www.uia-initiative.eu/fr/call-proposals>

Chaque projet dispose de trois ans pour mettre en place les solutions innovantes proposées et pour en mesurer les résultats. La quatrième année est consacrée à la diffusion des leçons tirées de l'expérience vécue. D'importants enseignements peuvent également être tirés des échecs. En effet, ces projets ont pour but de tester des solutions qui, pour être innovantes, présentent un risque de ne pas atteindre les résultats attendus.

Les appels portent sur les enjeux sociétaux identifiés dans le Programme urbain pour l'UE (voir l'article de *Panorama 66*). Ils couvrent des problématiques sociales comme l'intégration des migrants et la pauvreté, ou des défis environnementaux,

comme l'économie circulaire et le changement climatique, ou encore des sujets économiques tels que le chômage et le passage au numérique.

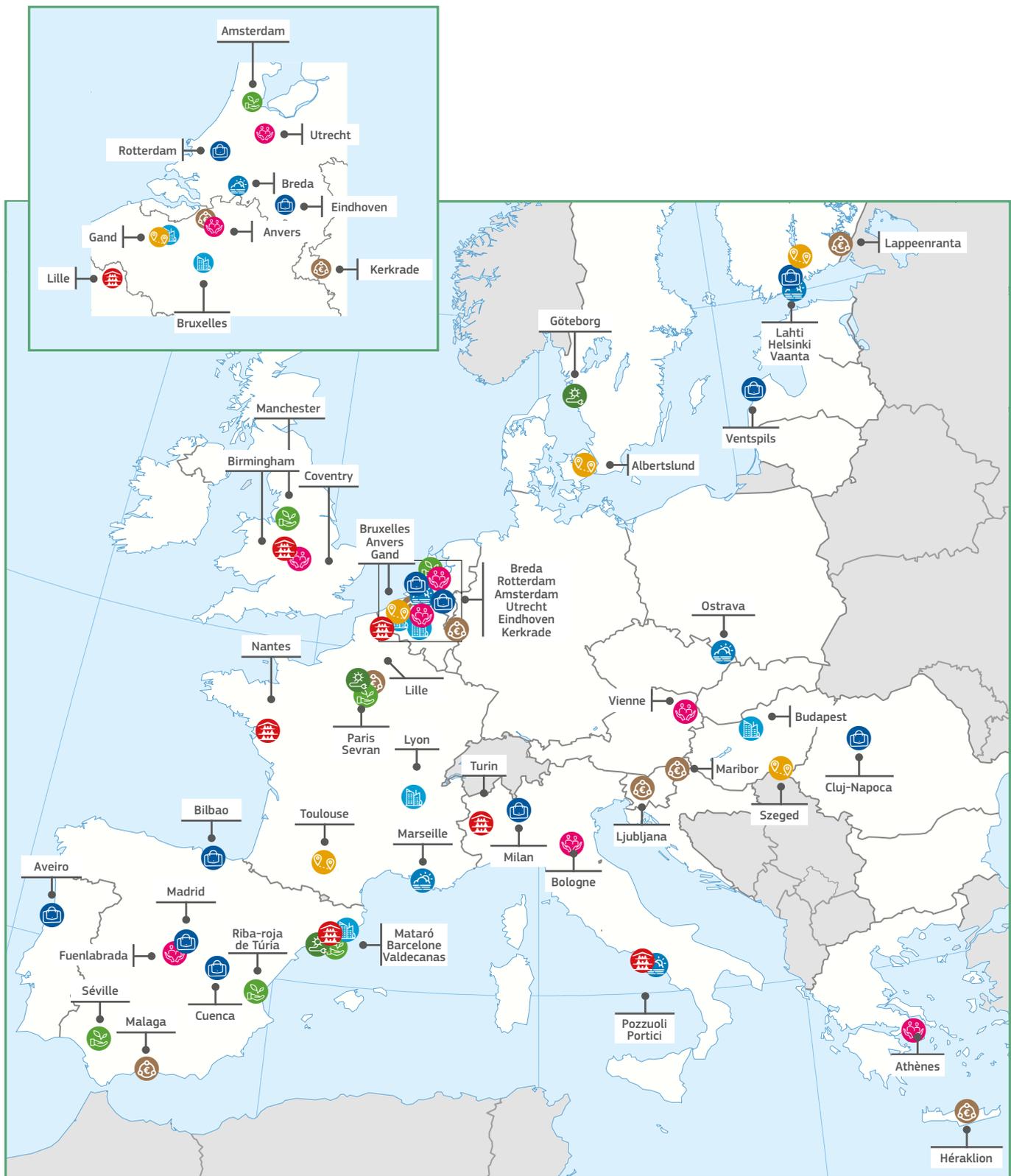
Sur un sujet donné, les promoteurs du projet conçoivent une solution innovante qui associe des composantes socio-économiques et environnementales, dans le cadre d'une démarche intégrée et ascendante qui fait la spécificité des projets AIU. De cette approche découlent des solutions conçues en collaboration avec des parties prenantes locales.

- 1^{er} appel lancé en 2015: 17 projets sélectionnés
- 2^e appel lancé en 2016: 16 projets sélectionnés
- 3^e appel lancé en 2017: 22 projets sélectionnés
- Le 4^e appel ouvrira en ligne avant le fin du mois de janvier 2019
- Le 5^e appel sera lancé en septembre 2019

Pour la prochaine période de programmation 2021-2027, la Commission souhaite travailler sur le lien entre les enjeux urbains, l'innovation, et les lacunes des acteurs locaux en matière de compétences. Elle propose de mettre ensuite en place l'Initiative urbaine européenne, qui intégrera et développera de nouvelles activités, sur la base des initiatives existantes comme l'AIU, Urbact et le Programme urbain pour l'UE. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.uia-initiative.eu/fr>



© EuroGeographics Association pour les limites administratives

Actions innovatrices urbaines: projets approuvés

- 🌿 Adaptation au changement climatique
- 👥 Intégration des migrants et des réfugiés
- 🏭 Qualité de l'air
- 💼 Emplois et compétences dans l'économie locale
- ♻️ Économie circulaire
- 📍 Mobilité urbaine
- 🔌 Transition énergétique
- 🏠 Pauvreté urbaine
- 🏠 Logement





Anvers (BE), Intégration des migrants et des réfugiés

«Par le biais de cette initiative, nous voulons garantir que les jeunes réfugiés aient l'opportunité de reconstruire leur vie à Anvers. Notre priorité numéro un est l'intégration de ces jeunes qui, à l'instar de tous les jeunes, méritent qu'on leur tende une main secourable. CURANT allie compassion et responsabilité sociale. Nous nourrissons l'espoir qu'Anvers devienne un exemple à suivre pour les autres villes».

Fons Duchateau, directeur du CPAS (Centre public d'action sociale) d'Anvers



DURÉE DU PROJET:
02/2017 – 10/2019

INVESTISSEMENT DE L'UE:
4 894 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/antwerp>



Bilbao (ES), Emplois et compétences dans l'économie locale

«Nous estimons qu'investir dans la connaissance revient à investir dans l'avenir, et que les entrepreneurs sont amenés à devenir les bâtisseurs de l'économie de demain. UIA-AS-Fabrik réunit tous nos points forts et représente le fer de lance de la future économie de Bilbao.»

Juan Mari Aburto, Maire de Bilbao



DURÉE DU PROJET:
08/2017 – 07/2020

INVESTISSEMENT DE L'UE:
4 646 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/bilbao>



Turin (IT), Pauvreté urbaine

«Co-City représente une opportunité exceptionnelle de soutenir de nouvelles formes de participation active des citoyens à la régénération de la ville. J'espère que de nouvelles entreprises seront créées sur la base de ce modèle novateur de relation entre les secteurs public et privé, et généreront des opportunités professionnelles et de nouveaux emplois à Turin.»

Chiara Appendino, Maire de Turin



DURÉE DU PROJET:
03/2017 – 02/2020

INVESTISSEMENT DE L'UE:
4 126 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://bit.ly/2Ry5dyE>



Maribor (SI), Économie circulaire

«Seule une coopération étroite entre les entreprises publiques, les citoyens, l'industrie et les gouvernements peut déboucher sur la mise en place d'un système interconnecté efficace qui permette d'optimiser les ressources et les impacts économiques, environnementaux et sociaux. C'est un projet de transformation sur le long terme vers une société différente qui garantira une gestion des ressources tournée vers le développement aux niveaux local et régional.»

Andrej Fištravec, Maire de Maribor



DURÉE DU PROJET:
12/2017 – 11/2020

INVESTISSEMENT DE L'UE:
3 000 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://bit.ly/2AS48uC>



Lahti (FI), Mobilité urbaine

«La mobilité urbaine durable sera l'objectif clé de Lahti dans les années à venir. Nous souhaitons identifier les solutions qui inciteront le plus efficacement les individus à marcher, prendre leur bicyclette ou utiliser les transports publics. Grâce à CitiCAP, nous allons mettre en place un système d'incitation publique totalement nouveau, les quotas d'émission personnels (PCT, personal carbon trade), qui pourraient bien révolutionner l'implication des citoyens dans les mesures d'atténuation du changement climatique.»

Jyrki Myllyvirta, Maire de Lahti



DURÉE DU PROJET:
01/2018 – 12/2020

INVESTISSEMENT DE L'UE:
3 800 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://bit.ly/2RDqpn6>



Göteborg (SE), Transition énergétique

«Le projet FED renforce le positionnement de Göteborg en tant que précurseur dans le développement de solutions énergétiques pour une société sans énergies fossiles. L'idée est de réduire la consommation d'énergie en établissant une place de marché locale pour l'électricité, le chauffage et la climatisation. Nous espérons que ce modèle permettra d'accélérer la transition énergétique en Europe.»

Ann-Sofie Hermansson, Maire de Göteborg



DURÉE DU PROJET:
11/2016 – 10/2020

INVESTISSEMENT DE L'UE:
4 655 000 EUR

POUR EN SAVOIR PLUS:
<https://bit.ly/2Ud7ssQ>

Investir dans la politique de cohésion: une priorité pour la Rhénanie-Palatinat

Malu Dreyer et le Dr Volker Wissing, respectivement ministre-président et ministre de l'économie de la Rhénanie-Palatinat, partagent leur point de vue sur le soutien apporté par la politique de cohésion actuelle et future dans leur région.

Mayence, Allemagne

Quelle est votre réaction face à la perception selon laquelle des régions dont la prospérité économique est comparable dans des États membres qui sont des contributeurs nets n'ont pas besoin de recourir à la politique de cohésion?

Ministre-président Malu Dreyer: La Rhénanie-Palatinat est en effet l'une des régions actuellement les plus développées d'Europe. Les objectifs européens ne peuvent pas être atteints sans régions fortes, mais même les régions fortes ont besoin d'un soutien structurel. Au-delà des aspects purement financiers, les fonds contribuent à mettre en évidence les impacts positifs de l'UE sur le terrain.

Le programme régional actuel a pour objectif de renforcer l'innovation, de soutenir la compétitivité des PME et de contribuer à la transition vers une économie sobre en carbone. Dans quelle mesure ces objectifs ont-ils été atteints?

Dr Wissing: Avec 40% des financements du FEDER alloués, nous donnons la priorité à la recherche et au développement dans



Malu Dreyer
Ministre-président de la
Rhénanie-Palatinat



Dr Volker Wissing
Ministre de l'économie de la
Rhénanie-Palatinat

le cadre du programme Rhénanie-Palatinat de ce fonds. Les financements de l'UE sont systématiquement et de manière continue destinés au renforcement de la capacité d'innovation des entreprises et, par conséquent, de l'économie de la région. En outre, cela augmentera l'efficacité des institutions de recherche et des universités de manière significative.

En aidant les PME, par exemple en participant à la modernisation et à l'agrandissement des installations industrielles,

le FEDER contribue sensiblement au renforcement de la compétitivité des entreprises et au maintien et à la création d'emplois dans les parties les moins développées du pays.

Le FEDER soutient également les mesures destinées à atteindre les objectifs politiques en matière de protection du climat et de croissance durable, en ligne avec la stratégie UE 2020, notamment par l'intermédiaire des programmes de soutien récemment lancés

« Les financements de l'UE sont systématiquement et de manière continue destinés au renforcement de la capacité d'innovation des entreprises et, par conséquent, de l'économie de la région. »

pour accroître l'efficacité énergétique et optimiser les ressources dans les entreprises (ERGU). De chaque investissement subventionné dans une entreprise découle un accroissement de l'efficacité des ressources et de l'énergie.

Interreg est un pilier essentiel de la politique de cohésion. Quels sont vos contacts avec les autres régions européennes et quels avantages en tirez-vous ?

Ministre-président Malu Dreyer: La Rhénanie-Palatinat est l'État allemand qui a le plus d'États voisins. Les programmes Interreg A «Grande région», «Haut Rhin» et «Eurorégion Meuse-Rhin» nous ont permis d'établir une relation de proximité et de confiance avec la France, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas dès la première période de financement. Et il existe également un programme Interreg B «Europe du nord-ouest» en cours qui va de l'Irlande au centre de l'Allemagne.

Dans le cadre d'un grand nombre de projets, les institutions de la Rhénanie-Palatinat ont collaboré avec des partenaires des régions voisines, lancé des investissements, mené des recherches et fait l'expérience de l'Europe sans frontière. Il est essentiel d'établir une collaboration étroite, en particulier dans la Grande région, au sein de laquelle la Rhénanie-Palatinat coopère avec la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg et la Belgique de l'est, notamment en matière de marché du travail et de mobilité car notre région présente les plus grands flux de travailleurs transfrontaliers d'Europe.

C'est pourquoi nous nourrissons le grand espoir, au cours des programmes Interreg futurs, de rapprocher les citoyens

des régions frontalières et de trouver des solutions potentielles pour favoriser la mobilité et la protection de l'environnement et bâtir une économie durable, innovante et numérique. J'espère donc que des financements appropriés seront mis à disposition des programmes Interreg afin que nous puissions continuer à apporter des réponses à ces nombreuses questions.

Une approche innovante des Fonds structurels et d'investissement européens a impliqué le recours à des fonds renouvelables et à d'autres instruments d'ingénierie financière. Comment utilisez-vous ces instruments ?

Dr Wissing: Pour ne donner qu'un exemple, nous avons mis en place le Fonds d'investissement de la Rhénanie-Palatinat, qui est un instrument financier. Ce fonds, cofinancé par le FEDER, fournit aux entreprises technologiques de pointe des financements de type capital-risque sous la forme de participations ouvertes ou tacites à des conditions intéressantes, qui peuvent ensuite être utilisées pour développer ou lancer des produits, des processus de production ou des services innovants. Cela permet d'accroître la base de capitaux disponibles de ces sociétés et de mettre en place les conditions nécessaires au succès des entreprises technologiques qui se lancent.

Si l'on se tourne vers les fonds ESI 2021-2027, comment envisagez-vous l'évolution des priorités de la politique de cohésion ?

Dr Wissing: En ce qui concerne les objectifs politiques de la Commission pour la prochaine période de financement, nous pouvons continuer à soutenir

les entreprises, notamment en matière de développement technologique et de mise en œuvre de l'innovation, tout en améliorant les infrastructures de recherche. Il est également important d'aider les entreprises dans les zones économiquement peu développées de la Rhénanie-Palatinat pour la construction, l'extension ou la modernisation des bâtiments. Un programme diversifié de promotion des PME qui veulent intensifier leurs efforts est actuellement en cours et semble porter ses fruits. Nous espérons que les projets de règlements présentés jusqu'ici seront modifiés afin de prendre ces éléments en compte.

Nous travaillons dans l'objectif de créer une Europe sobre en carbone et, grâce au programme ERGU, nous sommes en mesure d'accroître l'efficacité de l'énergie et des ressources dans les entreprises commerciales. Par le biais de ce programme, les entreprises économes en CO₂, qui consomment moins d'énergie ou de matériaux, ou qui réduisent leurs déchets sont éligibles à un soutien financier.

Cependant, nous sommes préoccupés par les discussions sur le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE. Les propositions de la Commission de mai 2018 prévoient déjà une réduction significative de l'enveloppe du FEDER. Le Conseil et le Parlement doivent parvenir à un compromis responsable qui prendra en considération les besoins réels des régions européennes de façon à renforcer la compétitivité locale, et, surtout, le développement rural. La politique de cohésion européenne est un modèle de succès à l'échelle internationale qui doit se refléter dans le CFP. ■



Un soutien aux régions minières en transition vers des économies durables

Alors que les mines continuent de fermer dans les dernières régions productrices de charbon en Europe, l'UE aide ces économies à réussir une transition aussi douce que possible vers des activités plus durables, plus vertes et qui apportent de nouvelles opportunités en matière d'emploi et de croissance.

Le charbon a longtemps été un des principaux carburants en Europe. Mais, à mesure que l'UE réalise sa transition vers une économie neutre d'un point de vue climatique, et comme le souligne une communication récente de la Commission: A Clean Planet for all – A European strategic long-term vision for a prosperous, modern, competitive and climate neutral economy (Une planète propre pour tous - Une vision stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre d'un point de vue climatique), la production et la consommation de charbon diminuent.

Cette transition est déjà bien entamée. Alors qu'en 1990, le charbon représentait près de 41 % de la consommation énergétique brute dans les 28 pays actuels de l'UE, en 2015 ce chiffre n'était déjà plus que de 16%. Malgré le déclin progressif

de son utilisation depuis les années 1990, le charbon reste encore important, notamment pour de nombreux pays qui ont rejoint l'UE entre 2004 et 2007. Actuellement, environ 185 000 européens sont encore directement employés dans ce qui reste de l'activité d'extraction de charbon dans 41 régions de 12 pays de l'UE. 53 000 autres travaillent dans des centrales au charbon (voir «Le charbon dans l'UE: vue d'ensemble»).

L'expérience a démontré qu'en l'absence de planification à long terme et de mesures de soutien, la transition peut s'avérer douloureuse. Les anciennes régions d'extraction du charbon peuvent souffrir pendant des décennies d'un taux de chômage structurel élevé, avec des impacts sociaux significatifs sur les individus, les communautés et les finances publiques.

Pour parer au problème, la Commission européenne a lancé une initiative destinée à fournir un soutien sur mesure aux régions minières et à forte intensité de carbone.

En parallèle, elle a également mis en place une action pilote dans 12 régions en transition industrielle. Ce pilote permettra de tester de nouvelles approches de la transition industrielle et fournira à la Commission européenne des données qui lui permettront d'étayer les politiques et les programmes de l'après-2020.

Ces initiatives complémentaires constituent de nouvelles approches pour résoudre les enjeux auxquels les régions se trouvent confrontées pour gérer leur transition vers des économies plus intelligentes, plus vertes et plus neutres d'un point de vue climatique, en mettant spécifiquement l'accent sur leurs stratégies de spécialisation intelligente.

Elles contribuent également à la vision de l'UE dont l'objectif est de moderniser l'économie européenne via la numérisation, l'innovation technologique et sociale, la décarbonisation et l'économie circulaire.

Un article plus détaillé sur cette action pilote en matière de transition industrielle sera publié dans une prochaine édition de *Panorama*. Le présent article porte sur l'initiative pour les régions minières et à forte intensité de carbone en transition.

Ne laisser aucune région à l'écart

L'UE s'est engagée à garantir qu'aucune région ne soit oubliée dans le passage actuellement en cours vers une société durable et dans l'abandon progressif d'une économie basée sur les énergies fossiles. Notamment, la politique de cohésion soutient des actions structurelles et à long terme qui constituent une réponse aux enjeux auxquels les régions se trouvent confrontées quand elles effectuent leur transition vers une économie neutre d'un point de vue climatique. La politique de cohésion qui repose sur une approche intégrée et adaptée à l'environnement local et sur la spécialisation intelligente est le principal instrument de l'UE pour s'attaquer aux changements structurels, notamment dans le contexte de la transition vers des énergies propres. Elle s'appuie sur une approche globale et sur des partenariats avec d'autres acteurs présents sur le terrain.

L'objectif est d'aider les régions à devenir plus résilientes et à s'adapter aux impacts économiques, sociaux et territoriaux inhérents à la transition. Par exemple, les mesures visent à soutenir les PME, les incubateurs d'entreprises, l'innovation, la coopération entre les industriels et les chercheurs, les compétences en matière de renforcement des capacités, les transports durables, l'inclusion sociale et le passage à une économie à faible consommation de carbone.

Les stratégies de spécialisation intelligente sont au cœur d'une grande part du travail effectué dans le cadre de l'initiative pour les

régions minières et à forte intensité de carbone en transition. Ces stratégies aident les régions à diversifier leurs économies et contribuent aux transformations structurelles nécessaires afin de permettre la mise en place d'une économie de l'après-charbon durable.

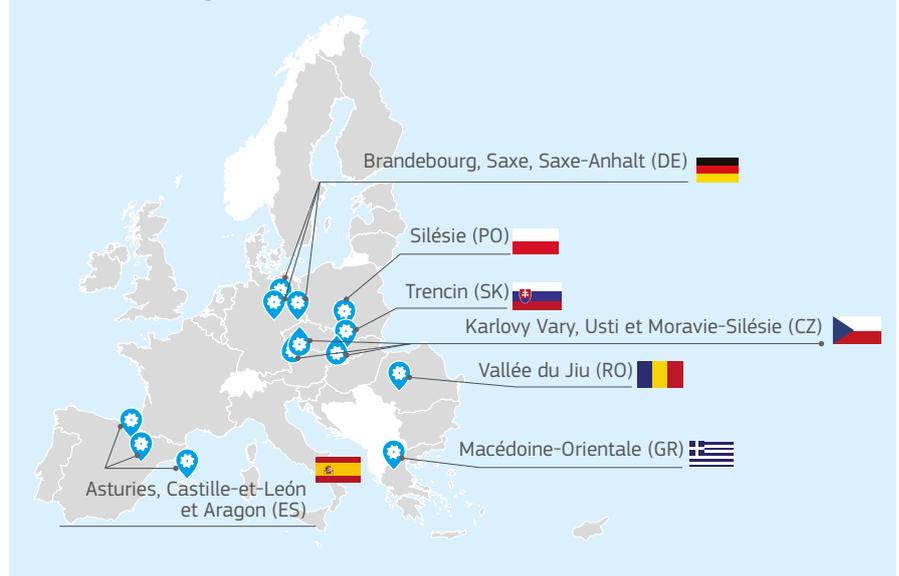
Grâce à ces mesures, la politique de cohésion contribue de manière décisive à l'initiative pour les régions minières et à forte intensité de carbone en transition, en aidant à la fois les équipes pays mises en place pour aider des régions pilotes spécifiques et en participant à la plateforme multipartite qui fournit un support sur mesure plus approfondi.

«L'UE s'est engagée à garantir que nulle région et nul individu ne soit oublié dans le passage vers une économie sobre en carbone», explique Corina Crețu, commissaire en charge de la politique régionale. «La politique de cohésion de l'UE a investi de manière significative dans l'objectif de créer de la croissance et de l'emploi dans les régions d'extraction de charbon et a contribué à identifier, à développer et à investir dans de nouveaux domaines pour lesquels ces régions disposent d'un avantage concurrentiel; c'est ce que nous appelons la spécialisation intelligente.»

Des équipes pays constituées en fonction des besoins des régions

Dans le cadre du premier volet de l'initiative, les équipes opérationnelles des pays ont apporté une expertise et des conseils pour établir un financement approprié en fonction de la situation, du stade de développement et de la stratégie de croissance de chaque région. En 2017 et en 2018, la Commission européenne

Les régions minières en transition dans l'UE



a mis en place plusieurs équipes sur ce modèle, à la demande, pour soutenir les régions minières pilotes dans leurs efforts de transition.

Aujourd'hui, l'initiative apporte une assistance sur mesure à 13 régions pilotes dans sept pays de l'UE: en Silésie (Pologne), dans la région de Trenčin (Slovaquie), en Macédoine-Occidentale (Grèce), dans la vallée du Jiu (Roumanie), dans les régions de Karlovy Vary, Usti et Moravie-Silésie (Tchéquie), dans les lands de Brandebourg, de Saxe et de Saxe-Anhalt (Allemagne), et dans les Asturies, en Castille-et-Léon et en Aragon (Espagne).

Les équipes interagissent étroitement avec les autorités nationales et régionales et avec d'autres acteurs pertinents afin de définir des solutions pragmatiques qui répondent aux enjeux que présente la transformation structurelle. Les équipes pays soutiennent le développement de stratégies et de projets destinés à accélérer le processus de diversification économique et la transition technologique. Les équipes conseillent également les régions afin qu'elles accèdent aux financements disponibles, tirent le meilleur parti possible de leurs stratégies de spécialisation intelligente, promeuvent les activités novatrices et mettent en place des stratégies de décarbonisation.

Ces stratégies peuvent, par exemple, inclure la diversification en recourant à plusieurs sources d'énergie propres. Les initiatives du projet peuvent inclure la construction d'usines à énergie géothermique dans les anciennes mines de charbon, l'investissement dans la e-mobilité, la numérisation et les centres de données, la création de parcs d'innovation, la formation de communautés locales de l'énergie et le développement d'activités touristiques ou agricoles. Elles peuvent être éligibles à des financements de l'UE existants.

Cela inclut également les financements de la politique de cohésion qui fournissent un cadre d'investissement stable et à long terme et ont déjà permis d'apporter des réponses à de nombreuses problématiques dans ces régions, mais qui sont également flexibles (via la reprogrammation) en cas de nécessités ou d'événements imprévus.

Les régions pilotes ont ensuite partagé les expériences vécues lors de ces travaux via la Plateforme des régions minières en transition.

Partager l'expertise

La plateforme, lancée à la fin de l'année 2017, rassemble des représentants régionaux et nationaux, des partenaires sociaux,

des industries et des membres de la société civile qui partagent leurs meilleures pratiques et apprennent les uns des autres. Elle fournit un accès à un support technique, permet le renforcement de la capacité et le partage d'expérience avec d'autres parties de l'Europe.

Les experts de la Commission européenne apportent un support et des outils, par exemple les échanges entre pairs ou l'assistance technique, qui facilitent la préparation d'une stratégie de transition cohérente.

Ils ont montré que les pays de l'UE et les régions d'extraction de charbon en transition sont très motivés pour développer des stratégies et mettre en place des actions concrètes. Les avantages pour les participants peuvent inclure une assistance pour approfondir les stratégies et les idées de projets présentant du potentiel en matière de lancement du processus de transition, y compris des retours d'expérience sur les politiques de l'UE, les programmes, fonds et financements les plus pertinents, dans le cadre de discussions à thème avec la Commission et des experts externes.

Deux groupes de travail apportent leur expertise aux participants via la plateforme. Ces groupes facilitent le dialogue sur les bonnes pratiques, les idées de projets et les stratégies régionales. Ils organisent également l'accès à des laboratoires axés sur les projets, auxquels participent la Commission et des experts externes.

Le groupe de travail portant sur l'économie d'après-charbon et la transformation structurelle couvre les stratégies et les projets portant sur la diversification économique des régions d'extraction de charbon. Le groupe de travail sur la transformation du système énergétique et la propreté de l'air axe plutôt ses travaux sur les stratégies et les projets portant sur l'amélioration de la qualité de l'air et sur des technologies à base de charbon compatibles avec la vision à long terme de l'UE d'une économie neutre d'un point de vue climatique.

D'autres actions sont également en cours dans le cadre de l'initiative pour les régions minières et à forte intensité de carbone en transition. La Commission travaille pour attirer des investisseurs internationaux qui fourniraient les financements nécessaires pour les projets des régions minières cibles. Par exemple, elle a conclu un partenariat de ce type avec l'investisseur américain Michael Bloomberg and Bloomberg Philanthropies.

Le vice-président de la Commission européenne pour l'Union énergétique, Maroš Šefčovič, explique que l'objectif est de positionner l'UE comme pôle international d'expertise pour la transition régionale et de promouvoir la coopération multilatérale.

«Les actions pour le climat commencent dans nos régions», affirme le commissaire Šefčovič. «C'est pour cela que nous avons mis en place un support structurel destiné aux régions minières et à forte intensité de carbone, pour soutenir la modernisation de leurs économies et limiter les impacts sociaux de la transition vers une société sobre en carbone. Il s'agit de la santé des individus et de l'emploi autant que d'une opportunité pour l'avenir.»

La Plateforme des régions minières en transition est gérée par la direction générale de l'énergie de la Commission européenne en étroite collaboration avec la direction générale de la politique régionale et urbaine et de la recherche et de l'innovation, qui co-préside les groupes de travail.

Un secrétariat dédié à l'initiative sera mis en place début 2019 et fournira un ensemble d'outils, de conseils ainsi qu'une assistance technique à toutes les régions minières et à forte intensité de carbone de l'UE pour le développement et la mise en œuvre de leur stratégie de transition et des projets y afférents.

Des financements pour les régions minières et à forte intensité de carbone en transition sont disponibles, par exemple, par l'intermédiaire de la politique de cohésion, de Horizon 2020, du programme LIFE et du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2pZbfyV>

Le charbon dans l'UE Vue d'ensemble

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

1990
**41 %
charbon**



2015
**16 %
charbon**

**207 centrales
au charbon**
dans 21 pays européens

**6 pays dépendent du charbon
pour au moins 20 % de
leur énergie**

(Bulgarie, Tchéquie, Allemagne, Grèce,
Pologne et Slovaquie)



**128 mines de charbon
dans 12 pays européens
41 régions**

**185 000 Européens
sont directement employés** dans
l'extraction de charbon



**53 000 personnes
employées**
dans les centrales au charbon



215 000 emplois indirects
dépendent des **activités d'extraction de charbon**

Source: Régions européennes d'extraction de charbon: opportunités et enjeux futurs, Joint Research Centre

La politique de cohésion apporte son soutien aux régions de montagnes, insulaires et à faible densité de population



La politique de cohésion accorde une attention particulière aux régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents, comme les régions de montagnes, insulaires et à faible densité de population (Article 174 TFUE).

Le cadre réglementaire 2014-2020 du fonds ESI prévoit des dispositions, comme la dérogation aux règles de concentration thématique ou l'ajustement du taux de cofinancement, et propose plusieurs possibilités pour mieux répondre aux besoins de ces zones et optimiser leur potentiel.

En 2014-2020, 15 États membres ont souligné dans leurs documents de programmation (accords de partenariat) les enjeux auxquels ils se trouvaient confrontés du fait de leurs caractéristiques en tant que régions insulaires, de montagnes ou à faible densité de population. La DG REGIO a commandé un rapport d'expertise afin de disposer de connaissances plus

approfondies sur le recours aux solutions proposées par l'intermédiaire de la politique de cohésion pour supporter et renforcer le développement des îles, des montagnes et des zones faiblement peuplées au cours de la période de programmation 2014-2020.

Gilda Carbone, auteur de «Expert Analysis on Geographical Specificities Mountains, Islands and Sparsely Populated Areas Cohesion Policy 2014-2020», expose les principales conclusions de ses recherches, présentées au cours de la Semaine européenne des régions et des villes organisée à Bruxelles en 2018.

Quelles ont été les approches adoptées par les États membres pour aborder leurs spécificités géographiques?

Nous avons réalisé une étude auprès des autorités de gestion compétentes dans les différents États membres et avons constaté qu'ils adoptaient des approches et avaient des perceptions différentes. Chaque pays aborde d'une manière spécifique le sujet des territoires présentant des spécificités géographiques: par le biais de programmes opérationnels (PO) dédiés

(par exemple le programme régional pour les îles de l'Égée septentrionale en Grèce ou le PO Îles Baléares en Espagne) ou dans le cadre de programmes régionaux plus vastes (par exemple, le PO Lorraine et Massif des Vosges en France).

Bien que cela ne soit pas toujours indiqué dans la rubrique à cet effet des accords de partenariat et des PO, les besoins spécifiques de ces territoires ont en général été pris en compte et abordés dans les documents de programmation et, dans certains cas, des outils territoriaux intégrés ont été utilisés.

Quels sont les principaux enjeux identifiés pour les zones de montagnes, insulaires et à faible densité de population?

La préservation et la protection de l'environnement sont généralement une priorité clé pour ces régions présentant des spécificités géographiques. Un des principaux défis est de trouver le bon équilibre entre, d'une part, l'efficacité des ressources et environnementale et, d'autre part, les facteurs socio-économiques de croissance et de développement.

D'autres secteurs d'intervention importants sont la connectivité, à la fois physique et numérique, un meilleur accès aux services publics et les énergies renouvelables.

Comment les États membres utilisent-ils les possibilités offertes par le cadre réglementaire 2014-2020 de la politique de cohésion?

On a constaté la faiblesse du recours aux possibilités proposées par la réglementation du fonds ESI 2014-2020 (par exemple les dérogations aux règles de concentration thématique, les ajustements des taux de cofinancement, etc.). Ces dispositions ont été utilisées dans une mesure très réduite et semblaient inutiles (en effet, l'augmentation des taux de cofinancement impliquait la réduction des investissements publics nationaux totaux).

L'attention accordée aux territoires présentant des spécificités géographiques a été en quelque sorte garantie par d'autres moyens au cours de la phase de mise en œuvre, comme l'attribution de points supplémentaires à des projets ciblant ces zones pendant la phase de sélection (par exemple en Italie pour la PO Friuli Venezia Giulia). Nous avons également identifié quelques bons exemples de mise en place d'instruments financiers dédiés (par exemple la définition d'un IF national pour l'île de Bornholm au Danemark, ou un IF géré par Almi Invest en Suède), et de conception de stratégies locales intégrées ciblant des problématiques spécifiques liées aux caractéristiques insulaires, de montagnes ou à faible densité de population des territoires concernés (par exemple la stratégie Provere au Portugal ou la stratégie Zones intérieures en Italie).

Constate-t-on une continuité et une cohérence entre les programmes et leur mise en œuvre sur la période de programmation en cours?

On constate une continuité et une cohérence suffisante entre la planification dans le cadre des accords de partenariat et la programmation des PO, mais il existe encore une marge d'amélioration, notamment en ce qui concerne la mise en place concrète et le lancement des appels dédiés pour des projets spécifiquement ciblés pour ces zones.

Le rapport d'expertise a également identifié des bonnes pratiques de projet pour chaque catégorie de territoire (montagnes, îles et zones à faible densité de population), sélectionnées sur la base de tous les bons projets signalés par les autorités de gestion des PO sélectionnés.

Quels sont les messages clés pour la mise en œuvre d'une politique de cohésion 2021-2027 proche des territoires présentant des spécificités géographiques?

La politique de cohésion doit continuer à jouer un rôle important dans le support apporté aux zones de montagnes, insulaires et à faible densité de population. Les territoires présentant des spécificités géographiques ne constituent pas un bloc uniforme. Par conséquent, une approche reposant sur le territoire contribue de manière définitive à la cohésion territoriale des zones présentant des spécificités géographiques dans la mesure où elle prend en compte les besoins locaux et régionaux, s'appuie sur les atouts spécifiques de ces espaces et a pour objectif d'en optimiser le potentiel.

Les réglementations futures devront mettre en place un environnement souple, simple et propice au développement afin

de répondre aux besoins et aux enjeux des territoires présentant des spécificités géographiques. Il existe de nombreuses façons de répondre aux besoins de ces zones (investissements territoriaux intégrés, développement local mené par la communauté, instruments d'ingénierie financière, attribution de points supplémentaires aux zones présentant des spécificités géographiques pendant la phase de sélection, etc.). Quand on veut répondre à un besoin, on peut le faire!

Sur la base de votre longue expérience en matière de problématiques liées aux politiques régionales, quels sont les éléments essentiels permettant d'optimiser le potentiel de ces territoires?

L'approche intégrée est essentielle, surtout pour les territoires présentant des spécificités géographiques; l'impact des interventions sera accru si l'accent porte sur des secteurs différents mais corrélés.

L'échange de bonnes pratiques et de connaissances entre les pays et les régions confrontés à des enjeux similaires (par exemple l'insularité ou le relief montagneux, etc.) peut faciliter et améliorer la mise en place de stratégies territoriales ciblées intégrées et d'instruments financiers adaptés. Apprendre de ses pairs est essentiel.

En outre, les programmes de coopération territoriale européenne et les stratégies macrorégionales jouent un rôle important dans la mesure où la plupart de ces territoires se trouvent juste à la frontière des pays de l'UE, ce qui signifie qu'une approche coordonnée peut apporter une véritable valeur ajoutée. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!Ch43CB>

PHOTOGRAPHIÉ



Le Square, centre de conférence du Mont des Arts à Bruxelles, a été le principal lieu d'accueil de l'événement de cette année



Le vice-président Maroš Šefčovič et la commissaire Corina Crețu ont assisté à cet événement de haut niveau: L'Union de l'énergie en action: la politique de cohésion soutient les régions minières en transition



SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES 2018

Avec plus de 6 000 participants et plus de 300 partenaires représentant plus de 140 régions et villes de toute l'Europe, la Semaine européenne des régions et des villes de cette année a connu un de ses plus grands succès à ce jour. Voici un aperçu des nombreux événements, ateliers, expositions et présentations qui ont alimenté le débat sur le rôle d'une politique de cohésion forte qui réponde aux enjeux futurs de l'UE.



POUR EN SAVOIR PLUS

https://europa.eu/regions-and-cities/_en

2019

Les dates de la Semaine européenne des régions et des villes 2019 sont désormais confirmées: **Du 7 au 10 octobre 2019**

Pour sa 17^e édition, les partenaires de la **#EURegionsWeek** sont invités à présenter leurs **propositions** pour les différentes sessions (ateliers, discussions Regio, laboratoires participatifs ou présentations suivies de séances de questions/réponses) et/ou expositions et dégustations éventuelles au village Agora. Les inscriptions sont ouvertes du **30/01 au 29/03/2019**

Pour la 12^e édition des prix **RegioStars**, il est possible de déposer **jusqu'à cinq candidatures par programme**, quelle que soit la catégorie. La commissaire Crețu ouvrira le concours le **19 février** avec le Commissaire Andriukaitis. Date limite pour les candidatures: **9 mai**.

La 3^e édition du programme **#Youth4Regions** sera lancée le **8 avril** pour les étudiants en journalisme ou les jeunes diplômés. La date limite pour les candidatures sera **mi-juillet**.

Inscrivez-vous à votre lettre d'information pour connaître les dernières actualités: https://europa.eu/regions-and-cities/home_en



Courte pause après l'atelier sur «Le futur de la santé en Europe»



Les participants ont échangé des idées dans le cadre de l'atelier «Économie sociale et entrepreneuriat dans les régions de l'UE»



De jeunes contributeurs prennent la parole au cours du débat portant sur «L'impact de la participation des jeunes dans les villes de taille moyenne»



La campagne #EUandME comportant cinq court-métrages sur la manière dont les droits et les prestations sociales de l'UE ont amélioré nos vies quotidiennes ont fait l'objet d'une attention studieuse



Les gagnants des Actions innovatrices urbaines sous les feux de la rampe, ces actions attribuent aux villes des ressources pour financer les projets innovants



La commissaire Crețu et les membres du jury 2018 applaudissent les gagnants des RegioStars de cette année



Grands sourires pour le Centre d'entrepreneuriat et de services partagés portugais, projet gagnant du prix RegioStars 2018 dans la catégorie «Soutenir une transition industrielle intelligente»



Au cours d'une visite de Greenbizz, les participants ont pu en apprendre davantage sur les infrastructures et les services disponibles pour soutenir les projets d'économie durable



Voir par soi-même: une expérience directe des expositions sur le thème du développement territorial



URBACT dans le Centre urbain qui accueille un espace de réalité virtuelle, un espace «meet & game» et un théâtre ouvert



Kenneth et Susann, venus respectivement d'Irlande et d'Estonie, racontent leur aventure dans le cadre du projet Road Trip



Anthony Gardner, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE conclut en beauté cette très fructueuse Semaine européenne des régions et des villes



Les décideurs de la politique de cohésion à la rencontre des jeunes chercheurs

Wolfgang Petzold et Madeleine Nygrund font le compte-rendu du 6^e cours de maître sur la politique de cohésion de l'UE organisé à l'occasion de la Semaine européenne des régions et des villes 2018 à Bruxelles du 8 au 11 octobre.

« L'intérêt majeur de ce cours de maître est de fournir un aperçu des institutions et de leurs tâches, de permettre de mieux connaître les représentants des institutions de l'UE et d'apprendre quels sont les problématiques qu'ils traitent et comment. C'est une opportunité assez rare parmi les nombreux cours de doctorat proposés. » Cette citation, attribuée à l'un des 30 doctorants et chercheurs en début de carrière qui ont assisté au cours de maître sur la politique de cohésion de l'UE, résume très bien l'objectif de ce format qui est une des spécificités de #EURegionsWeek depuis six ans.

Mesurer l'impact de la politique de cohésion de l'UE est un des principes qui ont sous-tendu sa conception depuis l'origine. Ce n'est donc pas une surprise qu'environ 800 des 6000 participants présents à la Semaine européenne des régions et des villes chaque année travaillent dans le secteur de la recherche. C'est

ce qui fait de cette Semaine l'un des plus gros rassemblements annuels d'universitaires dans le domaine des politiques urbaines et régionales du monde entier. Offrir aux plus prometteurs d'entre eux l'occasion de rencontrer ceux qui prennent les décisions relatives à la politique de cohésion de l'UE à Bruxelles était l'idée qui sous-tendait la conception même de ce cours de maître.

Ce concept a été développé en 2013, quand la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne et le Comité européen des régions (CoR) se sont associés à l'Association des études régionales (RSA). Depuis 2015, l'Association européenne de science régionale (ERSA), l'Association européenne des écoles d'urbanisme (AESOP) et le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) ont rejoint le consortium des organisateurs.

Une opportunité exceptionnelle

Chaque année, début mai, entre 80 et 120 candidats concourent pour participer à ce format de cinq jours. Ils doivent être soit doctorants soit professeurs adjoints et envoyer une proposition d'article dont la version finale sera présentée et



Wolfgang Petzold

Directeur adjoint, Comité européen des régions



Madeleine Nygrund

*Administratrice, Directrice de la communication,
Comité européen des régions*

débatte à l'occasion de ce cours de maître. Depuis 2013, on dénombre un total de 180 participants et une étude les concernant confirme que cette opportunité de mieux comprendre les institutions de l'UE et de devenir membre d'une communauté de recherche internationale est très appréciée. D'anciens étudiants de ce cours de maître ont publié conjointement des articles et des ouvrages et continuent leurs carrières en tant que professeurs adjoints ou chercheurs au sein de projets de dimension internationale.

Les 30 doctorants et chercheurs en début de carrière qui ont assisté au cours de 2018 venaient de 13 États membres et de deux pays non européens (Albanie et États-Unis). Leurs articles, résumés dans un «livre» (non disponible au public) de 334 pages, mettent l'accent sur trois thèmes: (1) Refaçonner la gouvernance et les relations institutionnelles; (2) la cohésion territoriale et la coopération; et (3) l'efficacité des réponses politiques aux enjeux en matière de développement des régions européennes. Ils ont pu échanger avec 12 participants aux débats membres de la Commission européenne, du Parlement européen et du CdR au cours de sessions organisées au début de la semaine.

Un agenda exhaustif

Les sessions, les tables rondes, les rencontres au format World Café et les discussions informelles subséquentes ont ensuite été l'occasion de rencontrer 30 décideurs politiques, représentants et universitaires de grande renommée. L'un des moments clés a été la table ronde organisée sur le futur de la politique de cohésion européenne, avec Iskra Mihaylova, membre du Parlement européen et présidente de la commission du développement régional,

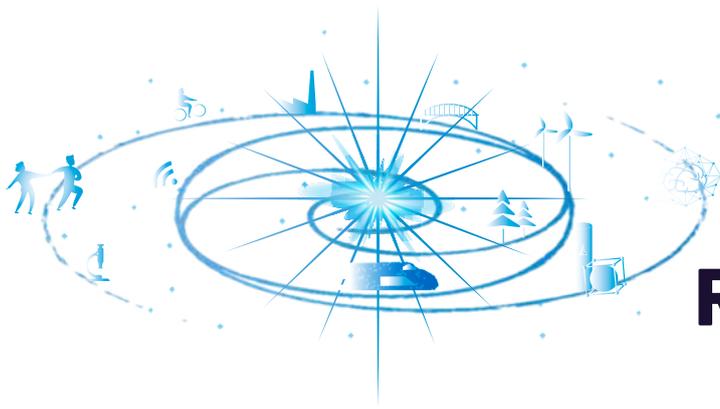
Marc Lemaître, Directeur général de la DG REGIO, et Johannes Rossbacher, président actuel du groupe de travail chargé des mesures structurelles au Conseil de l'UE. Animé par le professeur John Bachtler, directeur du Centre de Recherche des Politiques Européennes (European Policies Research Centre) à Glasgow, le débat couvrait les dynamiques des négociations sur les réglementations 2021-2027 et le rôle des observations et de la recherche dans ce contexte. Au cours d'autres sessions, les participants ont pu discuter des travaux du Service de recherche du Parlement européen (EPRS) et des défis que présentent les projets de recherche internationaux. La première moitié de chaque session est généralement dédiée au débat et à l'échange afin d'éviter les communications trop longues et à sens unique.

Lors de l'évaluation de ce cours de maître, les participants ont partagé une opinion très positive du programme, de l'organisation et de la pertinence du contenu par rapport à leurs carrières futures. Ils ont particulièrement apprécié le fait de rencontrer des représentants des institutions européennes et d'en apprendre plus sur le lien entre la recherche (y compris la leur) et les décisions politiques.

Pour conclure, le format unique de ce cours de maître permet de réunir des jeunes chercheurs extrêmement motivés et une communauté interinstitutionnelle de décideurs politiques, de représentants et d'universitaires intéressés par les sujets abordés. C'est un investissement de long terme qui contribue à la qualité de la recherche sur la politique de cohésion de l'UE. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2DQi1fQ>



RegioStars 2018



Une fois de plus, les prix RegioStars de la Commission européenne ont mis sous les feux de la rampe certains des projets les plus innovants des régions européennes. Les gagnants ont été annoncés par le Commissaire Crețu au cours d'une cérémonie spectaculaire qui s'est tenue à Bruxelles le 9 octobre dans le cadre de la Semaine européenne des régions et des villes 2018. Les prix portaient sur cinq catégories: la transition industrielle, l'économie sobre en carbone, l'accès aux services publics, les défis migratoires et le patrimoine culturel. Pour ajouter à l'enthousiasme général, un sixième gagnant a été dévoilé, choisi par vote du public parmi les 21 finalistes.



L'économie rurale se tourne vers la haute technologie, Fundão, Portugal

La petite ville rurale de Fundão attire les investissements, crée des opportunités d'emplois et promeut l'innovation grâce au projet Centre d'affaires et de services partagés (CNSP). Ce projet a permis le développement d'un centre entrepreneurial apportant un soutien à la formation professionnelle et aux entreprises en lien avec les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE). Un pari sur la haute technologie qui a porté ses fruits. Le Centre a permis d'attirer 14 entreprises spécialisées, de créer 500 emplois hautement qualifiés et de développer 68 jeunes entreprises et 200 projets à partir de fonds privés dans divers secteurs, à la fois anciens et récents.



Des fripes pour les riches, Helsinki-Uusimaa, Finlande

Dans le cadre du projet TeKiDe, un système de démonstration de retraitement a été mis au point qui permet de recycler des déchets textiles à base de coton pour en faire de nouvelles fibres. Encore en essai, cette plateforme de démonstration transforme les vieux tissus en coton en fibres similaires à la viscose. Les fibres obtenues présentaient une qualité suffisante pour être utilisées pour la fabrication d'une robe portée lors d'un gala national. À l'avenir, cette plateforme de démonstration contribuera à accélérer le développement de processus durables pour régénérer les fibres de cellulose et pour résoudre les problèmes liés au recyclage et au retraitement des déchets textiles.



Une ville pilote pour le logement social, Ostrava, Tchéquie

La ville d'Ostrava a piloté un système d'habitations sociales ciblant les personnes qui n'étaient pas en mesure d'accéder à un domicile privé dans la mesure où la Tchéquie n'a pas mis en place de loi sur le logement social. Elle a établi, en coopération avec différents quartiers de la ville, des procédures applicables aux logements sociaux qui permettent d'évaluer les besoins en habitation. Les locataires bénéficient également d'une aide des services sociaux, si besoin. À ce jour, le projet a permis d'héberger des familles dans 105 appartements, 5 appartements d'urgence et 100 logements sociaux, et pris en compte les retours d'expérience des locataires pour optimiser le système.



Un guichet unique pour l'intégration des réfugiés, Murcie, Espagne

Le Service régional pour l'emploi et la formation de Murcie a mis en place un protocole afin de collaborer avec quatre ONG pour faciliter l'intégration des réfugiés. Ce protocole coordonne les services pour l'emploi, les services sociaux et les ONG pour apporter un soutien plus efficace et plus complet aux réfugiés afin qu'ils deviennent des membres indépendants des communautés locales. Les réfugiés reçoivent des conseils, suivent des formations et des cours de langue personnalisés qui les aident à chercher du travail et à se construire une nouvelle vie dans le cadre d'un processus dont l'objectif est de minimiser le stress et de maximiser les chances de succès.



Améliorer l'accès au patrimoine gallois Nant Gwrtheyrn, Pays de Galles

Un projet de rénovation a permis de moderniser le centre de langue galloise situé à Nant Gwrtheyrn, un village de carrière abandonné datant du 19^e siècle, pour en faire un centre touristique et de découverte du patrimoine gallois très populaire. Un nouvel accès par route, des salles d'enseignement de la langue, un centre éducatif, un café-salle de restauration et des infrastructures d'hébergement touristique rénovées permettent d'accueillir les hôtes toute l'année dans ce site côtier pittoresque. Nant Gwrtheyrn emploie désormais plus de 30 personnes et reçoit plus de 50 000 visiteurs chaque année, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1,7 millions d'euros en 2018.



Redécouvrir l'histoire de la fabrication de la porcelaine à Ílhavo, Ílhavo, Portugal

La porcelaine est une part importante du patrimoine industriel d'Ílhavo dont témoigne la fabrique de Vista Alegre présente sur ce site depuis 1842. Ce projet a permis de restaurer et d'agrandir le musée de Vista Alegre pour mieux mettre en valeur son histoire industrielle et sa collection unique de plus de 30 000 pièces en porcelaine du 19^e et du 20^e siècle. Le musée est aujourd'hui 20 fois plus grand qu'à l'origine et une chapelle et un théâtre proches ont également été restaurés pour accueillir des événements culturels et privés et promouvoir le tourisme dans la région.



LES CLÉS DU SUCCÈS

Les gagnants présentaient des projets viables et intégrés conçus avec la participation de la communauté ou des parties prenantes. Par la suite, la plupart de ces projets se sont révélés si fructueux qu'ils sont aujourd'hui intégrés à des politiques publiques nationales ou contribuent à renforcer la réputation de leurs régions. Pour les projets dont l'objectif était d'inverser une tendance négative, l'innovation était également importante, qu'il s'agisse de développer de nouvelles raisons de visiter un site culturel ou de trouver des solutions à des problèmes techniques.

“Prendre des risques et trouver des solutions”

TeKiDe, Finlande



“La participation de la communauté... a contribué de manière significative à notre succès.”

Centre d'affaires et de services partagés, Fundão, Portugal

LES LEÇONS À TIRER DE LA REMISE DES PRIX

Avant tout, ces projets sont une illustration de l'impact des fonds européens sur les communautés et des réponses apportées à plusieurs types de problématiques. Ces Prix représentent également une opportunité d'acquérir de nouvelles connaissances sur les autres régions et de découvrir des solutions à d'autres problèmes. Les gagnants ont apprécié l'ambiance créative de cette soirée au cours de laquelle ils ont partagé leurs idées, leurs expériences, et leurs volontés de bâtir du nouveau. Ils ont quitté la cérémonie forts d'un réseau étoffé, grâce au vaste éventail de participants rencontrés, et motivés pour continuer leurs travaux.

“C'était extrêmement enthousiasmant de rencontrer des gens de toute l'UE qui se trouvent confrontés aux mêmes enjeux.”

Nant Gwrtheyrn, Pays de Galles, GB



“ [Nous] avons vu comment les fonds européens se sont concrétisés en choses bien réelles avec un impact positif. ”

Ville d'Ostrava, Tchéquie



QUELLE SERA LA SUITE?

Tous les créateurs de projets ont apprécié le soutien reçu et la reconnaissance internationale que représentent les prix décernés. À un niveau plus personnel, la plupart se sont sentis honorés par ce signal qui signifie que la Commission européenne valorise leurs travaux. Selon les lauréats, la visibilité associée à cette distinction leur permettra de faire plus facilement la démonstration de leur solution et de promouvoir leur activité, et leur apportera de nouvelles opportunités, notamment de nouveaux partenaires. Ils sont enthousiastes à l'idée de continuer à développer leur activité pour un avenir durable et prospère.



“ Ce prix donne du sens à [nos] efforts face aux enjeux que représentent les flux migratoires. ”

Service régional pour l'emploi et la formation de Murcie, Espagne

“ Remporter le Prix du public... est une motivation supplémentaire pour visiter Ílhavo. ”

Municipalité d'Ílhavo, Portugal.



PROGRAMME MÉDIA YOUTH4REGIONS

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés en politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur les projets financés par l'UE.



L'article d'Anina Vontavon est le second des quatre textes gagnants du concours de rédaction de blogs Youth4Regions qui s'adresse aux journalistes en herbe.

Un esprit d'innovation créatif dans les petites entreprises



Bien qu'elle termine actuellement sa maîtrise en études européennes à l'université de la Ruhr à Bochum en Allemagne, Anina conserve des relations étroites avec son lieu de nais-

sance. La jeune journaliste de 25 ans écrit des articles pour le journal local de Brizen, sa ville natale, au nord de l'Italie. À l'avenir, elle souhaite consacrer ses reportages aux problématiques européennes.

Une ferme cherche une nouvelle méthode de traitement pour les pommes qu'elle produit. Ce processus d'innovation, caractéristique des entreprises, se déroule généralement à l'abri des regards et est souvent associé à des coûts considérables.

Avec la mondialisation et l'ouverture des marchés, les entreprises, et en particulier les petites, se trouvent souvent confrontées à des difficultés pour rester compétitives. Cela peut être problématique pour des régions comme le Tyrol du Sud: étant donné le climat économique dominant dans cette région, les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle prépondérant. On compte près de 44 000 entreprises dans le Tyrol du Sud, dont 99,3% de PME. Elles emploient plus des trois-quarts des salariés du secteur privé de la région et, en 2014, elles généraient un chiffre d'affaires de 23,1 milliards.

C'est pour cette raison qu'en 2012, la plus grande association professionnelle du Tyrol du Sud, «lvh - Wirtschaftsverband für Handwerker», a lancé le projet Open Innovation South Tyrol avec l'agence pour l'innovation de Munich Hye AG. Dans le

« Avec des frais comparativement minimaux du côté des entreprises, un maximum d'idées peut être partagé. »



cadre de ce projet, les PME peuvent publier leurs idées et les problématiques y afférentes sur une plateforme Internet afin de trouver des solutions avec l'aide de personnes extérieures à l'entreprise. L'objectif est d'apporter aux entreprises un soutien durant toutes les étapes du processus d'innovation, qu'il s'agisse de la phase de réflexion, de la mise en œuvre ou de la recherche d'un nouveau domaine d'application pour un projet déjà terminé.

Au niveau régional, l'intention est d'essayer de créer pour les petites entreprises des conditions économiques similaires à celles des grandes compagnies afin d'éliminer les déséquilibres. Et c'est un succès. 2 700 membres se sont déjà inscrits

sur la plateforme: plus de 1 600 idées et plus de 4 000 commentaires ont été partagés et 18 concours d'idées ont été organisés. Ce qui jusqu'ici n'avait été réalisé que pour les grands centres d'innovation aux États-Unis fonctionne désormais à l'échelle régionale: une petite communauté de chercheurs d'idées et d'esprits créatifs s'est constituée pour travailler en collaboration sur les projets.

Le concept Open Innovation South Tyrol fonctionne de manière très similaire aux portails des réseaux sociaux: vous pouvez vous enregistrer sur la plateforme et participer aux concours pour présenter vos idées. Avec des frais comparativement minimaux du côté des entreprises, un maximum d'idées peuvent être partagées. Outre la mise en œuvre de leur projet, les gagnants reçoivent également un autre prix, généralement sous la forme d'un week-end dans un hôtel de remise en forme du Tyrol du sud ou un prix en nature.

Le projet est financé par le secteur public. Open Innovation South Tyrol fait partie du programme opérationnel «Compétitivité régionale et emplois» et donc du Fonds européen de développement régional. Au cours de la période de financement 2007-2013, 70 millions d'euros ont été utilisés pour financer les projets, et 136 millions d'euros sont prévus pour la période 2014-2020. ■

Dans le cadre du programme média Youth4Regions, de futurs journalistes assistent à des séances de formation et travaillent au cours de la Semaine européenne des régions et des villes à Bruxelles. Voici comment deux jeunes journalistes, Aurore Dessaigne et Iskra Tsankova, ont vécu ce programme.

Dans la «bulle UE»

Il se dit que si vous aimez votre profession, vous passerez votre vie sans travailler. La Semaine européenne des régions et des villes m'a permis de réaliser à quel point le journalisme est un métier dynamique, intéressant et agréable quand vous faites partie d'une communauté de gens passionnés partageant des intérêts similaires. J'ai profité de chaque instant au maximum.

En venant à Bruxelles pour assister à la Semaine européenne des régions et des villes, je ne savais pas du tout à quoi m'attendre en dehors du fait que j'allais couvrir, en tant que jeune journaliste, un événement accueillant plus de 6 000 participants. Ça a été beaucoup plus que ça. J'ai beaucoup appris sur l'Union européenne en tant qu'organisation, ainsi que sur la politique de cohésion et le développement régional, de manière très simple, grâce à la qualité extraordinaire des intervenants et des participants à cet événement. J'étais étonnée de constater à quel point, en engageant la conversation avec nos mentors et d'autres jeunes journalistes, on commence à penser différemment et à voir les choses d'un autre point de vue.

Je suis née en Bulgarie et je vis là-bas, je peux donc constater réellement les résultats des projets cofinancés par la Commission européenne depuis 2007, date où la Bulgarie a rejoint l'Europe. Des choses les plus simples, comme le financement de la construction d'une petite route reliant deux villages, à la réalisation d'une troisième ligne de métro, on peut facilement dire que la politique de développement régional de l'UE a changé des vies. À Bruxelles, j'ai pu observer de l'intérieur le fonctionnement de cette politique. Par ailleurs, en assistant aux Prix RegioStars, j'ai pris conscience des initiatives lancées dans toute l'Europe qui ont également un impact local fort. Ainsi, j'ai réalisé l'importance de se rassembler autour d'idées qui impliquent un changement positif et de les diffuser.

Ce qui a été pour le moi le plus marquant au cours de cette Semaine européenne des régions et des villes, c'est le concept même du concours du programme média Youth4Regions qui a pour objectif de promouvoir une meilleure compréhension de la politique de cohésion et de développement régional, mais surtout, qui tend à rassembler de jeunes journalistes autour d'une idée commune. La rencontre avec l'équipe EurActive et avec toutes les personnes qui tra-

vailent à cette plateforme d'actualité m'a donné envie de perfectionner mes connaissances à la fois sur les affaires étrangères et sur les principes du journalisme. En visitant les bureaux et en les écoutant parler de ce que cela signifie être journaliste de leur point de vue, j'ai eu l'impression de faire partie de quelque chose de grand, d'une communauté de gens venant de différents lieux d'Europe qui partageaient le même objectif: guider la société vers une meilleure compréhension de ce qui se passe dans le monde et produire des articles de qualité sans censure.



Iskra Tsankova
Bulgarie

Pour conclure, la meilleure manière pour moi de décrire ma participation à la Semaine européenne des régions et des villes, c'est la sensation d'être dans la «bulle UE» et de regarder les nombreux événements organisés avec les yeux d'une journaliste bientôt professionnelle. Bruxelles est une ville passionnante, mais si vous ne visitez pas les institutions européennes et n'apprenez pas comment elles fonctionnent de l'intérieur, le concept de cette ville n'est tout simplement pas complet. Après avoir assisté à la Semaine européenne des régions et des villes, je peux dire que j'ai vraiment saisi toute l'idée de ce qu'est Bruxelles. Et j'ai adoré. ■

Ne jamais oublier les raisons de notre travail

Je me suis rendue à la Semaine européenne des régions et des villes avec mille pensées en tête. Nous traversons une période de doute, de peur et de désillusion, non seulement vis-à-vis du système européen, mais également du monde journalistique. Côté européen, les hommes politiques à Bruxelles n'en ont pas fait assez pour convaincre les citoyens et ont sous-estimé la nécessité de communiquer avec eux. Côté journalisme, les polémiques sont devenues plus importantes que l'intérêt public. En conséquence, les hommes politiques européens tout autant que les journalistes ont perdu les citoyens. Et les nationalistes et les populistes n'ont plus qu'à dire aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre. Cela montre à quel point il est important de ne jamais oublier la raison de notre travail: les citoyens.

28 pays, 28 points de vue

Je pense que la chose la plus importante à comprendre est que nous pouvons sortir de cette période de peur, mais uniquement ensemble, pas en étant divisés. C'est pourquoi je pense que cette Semaine européenne des régions et des villes et le programme média Youth4Regions ont été très importants, parce que des journalistes de toute l'Europe et des professionnels européens ont travaillé ensemble. Les journalistes doivent évidemment conserver leur indépendance, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils ne peuvent pas partager leurs idées et leurs préoccupations avec les hommes politiques.

Tout d'abord, rencontrer des journalistes venus d'autres pays ouvre l'esprit sur ce que nous avons besoin de changer ou d'améliorer. Cela nous permet de trouver plus de solutions. Cela nous permet d'imaginer comment nous pouvons travailler ensemble et nous entraider. J'ai rencontré des journalistes espagnols, irlandais, bulgares, polonais, italiens et allemands. En Irlande, par exemple, le Brexit est au cœur des préoccupations; en Italie, c'est Matteo Salvini; en Pologne, l'article 7; en France, Marine Le Pen... Tous les pays européens se trouvent confrontés à de nombreux problèmes. Et, en tant que journalistes, si nous voulons expliquer ces problèmes aux citoyens, nous devons d'abord en parler entre nous. Et, bien sûr, nous devons comprendre ce qui se passe en Europe en général, pas uniquement dans notre propre pays, parce que tout est lié.



Aurore Dessaigne
France

Regarder en arrière pour connaître l'avenir

L'avenir, à l'évidence, ce sont les élections européennes de 2019. Le sujet a été abordé à toutes les conférences auxquelles j'ai assisté. Même parmi les journalistes, nous parlons déjà de cette étape importante pour le futur de l'Europe. Et, pour la plupart d'entre nous, nous ne sommes pas optimistes. Mais honnêtement, si l'on regarde l'histoire de l'Europe, l'UE s'est déjà trouvée confrontée à de nombreux problèmes. Même l'origine de sa construction repose sur la plus affreuse guerre de l'histoire.

À l'évidence, nous n'allons pas attendre le déclenchement d'une autre guerre pour agir. Ça commence maintenant. Et les journalistes sont un des rouages de ce défi. C'est quelque chose que j'ai réalisé également au cours de la Semaine européenne. Les journalistes doivent se montrer plus pédagogues avec les citoyens. Cela signifie que nous devons montrer toutes les faces d'un problème, pas uniquement les plus populaires. Nous devons créer un débat, et pas seulement entre intellectuels, mais avec tout le monde.

Travailler pour et avec la nouvelle génération

Les jeunes: mon dernier point, mais pas le moindre. Je pense que la nouvelle génération a un point de vue différent. Parce que cette génération est née avec Erasmus, avec les nouvelles technologies qui effacent les distances, avec des transports plus économiques... C'est plus facile de voyager en Europe aujourd'hui. Alors peut-être que cette nouvelle génération est plus à même de comprendre les valeurs européennes et ce qu'il est de possible de faire grâce à l'Europe.

Ainsi, avec le programme média Youth4Regions, les jeunes ont l'opportunité d'entrer dans les institutions de l'UE. Et je pense que l'UE doit continuer à insuffler aux jeunes la force du changement. Parce que, quoiqu'il arrive, quels que soient les résultats des élections européennes de 2019, le futur de l'Europe ce sont les jeunes. ■



«Interreg Volunteer Youth»

Succès et projets d'avenir

Grâce à Interreg Volunteer Youth (IVY), plus de 200 jeunes citoyens européens ont déjà saisi l'opportunité de se porter volontaires pour les programmes et les projets Interreg.

IVY est promu par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, en collaboration avec le corps européen de solidarité, et est géré par l'Association des régions frontalières européennes (ARFE). Il s'agit d'expérimenter la coopération, de faire preuve de solidarité et de communiquer sur la politique de cohésion.

Martín Guillermo Ramírez, secrétaire général de l'ARFE, nous fait part de ses réflexions sur les succès, les avantages et les projets futurs en cours de développement de cette initiative.

L'initiative Interreg Volunteer Youth a été lancée il y a maintenant un peu plus de 18 mois. Quels sont ses principales réalisations et qu'est-ce qui fait qu'IVY est si spécifique?

La clé pour renforcer la solidarité en Europe et de permettre aux citoyens de mieux comprendre ses avantages et ses réalisations, c'est pourquoi l'initiative IVY joue un rôle très particulier. Depuis son lancement en mars 2017, plus de 200 volontaires ont été impliqués dans des programmes Interreg et des programmes connexes transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux, et leur nombre ne cesse d'augmenter. À ce jour, 34 programmes Interreg et plus de 80 projets ont accueilli des volontaires pour les aider à atteindre leurs objectifs et conférer à Interreg une plus grande visibilité.

Un retour d'expérience informel de la part des projets et programmes hôtes a confirmé la plus grande visibilité et sensibilité vis-à-vis d'Interreg et de la coopération internationale, et également vis-à-vis de l'UE, du fait de sa contribution à une intégration européenne à partir de l'échelle locale.



IVY a pour objectif de rendre les avantages de la politique de cohésion plus visibles pour les communautés locales et de mieux les faire connaître auprès des bénéficiaires. Ce but a été atteint, ce qu'illustre le succès du compte @ InterregYouth sur les réseaux sociaux.

Quel est l'intérêt pour les jeunes et les organisations hôtes de participer à l'initiative IVY? Quelle est la valeur ajoutée pour eux?

Chez les volontaires, une telle expérience renforce le sens de la solidarité européenne, de la citoyenneté et de l'engagement civique. Quand ils se rendent dans un autre pays européen, ou même au sein de leur propre pays s'ils sont en contact avec des partenaires internationaux, les volontaires IVY apprennent de leur nouvel environnement, expérimentent la diversité européenne et renforcent leurs compétences en langue et en communication. Ils commencent à se sentir impliqués dans la construction européenne, notamment lorsqu'ils assistent à des interventions transfrontalières dont l'objectif est de réduire les obstacles et de construire la confiance, ou lorsqu'ils font un rapport sur les progrès de ce type d'actions.

Les jeunes générations apportent des idées, des approches et des perspectives nouvelles et novatrices aux organisations. Par exemple, l'utilisation intelligente des réseaux sociaux est essentielle pour toucher un public large et sensibiliser les individus aux avantages qu'apportent les financements européens à leurs communautés. Ceux d'entre nous qui ont un certain âge savent très bien que les jeunes citoyens peuvent être plus efficaces lorsqu'il s'agit d'apporter une aide sur les stratégies liées aux réseaux sociaux et qu'ils sont bien plus à même de gérer ce nouveau «code».

Si l'on se tourne vers l'avenir, quelle est la prochaine étape dans le monde IVY?

Du fait de son succès, la Commission européenne a décidé de prolonger IVY jusqu'en décembre 2019. Nous aspirons à faire d'IVY quelque chose de permanent, lié au corps européen de solidarité et au cœur de tous les programmes de coopération territoriale européens.

L'équipe qui administre IVY travaille actuellement à la conception de nouvelles activités liées à l'initiative qui mettent l'accent sur ses objectifs principaux: promouvoir la dimension sociale de la coopération

territoriale européenne et d'Interreg et communiquer sur ses avantages via la «voix des volontaires». Parmi d'autres tâches, les volontaires seront amenés à coopérer avec Interact, financé par le FEDER, pour rassembler les «histoires» Interreg portant sur les projets les plus pertinents. Elles seront publiées sous le titre «Histoires de la coopération européenne». L'objectif principal est de continuer à sensibiliser le public au sujet d'Interreg, en insistant sur la dynamique positive de l'UE (politique de cohésion) par le biais d'entretiens, d'une conception attrayante et d'une communication innovante et efficace.

En outre, l'ARFE et la Commission étudient actuellement de nouvelles idées pour impliquer plus encore les volontaires dans d'autres activités de communication. Les volontaires contribuent énormément à sensibiliser les gens sur la politique de cohésion, nous ne devons pas manquer une telle opportunité. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interregyouth.com/>



Quand j'ai commencé à travailler comme stagiaire pour trois mois au secrétariat d'État adjoint pour la communication sur la politique de cohésion en Hongrie, j'avais à peine entendu parler des politiques régionales, mais ils avaient besoin de quelqu'un pour la communication et ça m'a paru une bonne occasion. La deuxième fois que j'ai eu vent de la politique de cohésion, c'était durant mon expérience au sein du corps de solidarité européen avec Interreg Central Europe. J'ai pensé que c'était un signe. Pour être honnête, la plupart du temps, il est difficile de savoir ce qu'il se passe vraiment dans la bulle bruxelloise, mais j'ai réalisé que la politique de cohésion et la coopération territoriale font partie de ces décisions politiques pour lesquelles il est possible de constater relativement rapidement les résultats des travaux entrepris. Toute personne travaillant dans la politique ou pour un gouvernement connaît ce sentiment, on a tendance à se focaliser sur l'image globale, donc il est toujours surprenant de constater qu'il est possible que votre travail quotidien fasse une vraie différence dans la vie des gens. Par ailleurs, je conçois la coopération comme la clé d'un futur européen serein et les projets Interreg en sont un des meilleurs exemples. Je souhaite aussi souligner les connaissances que l'on acquiert au cours de ces projets pilotes, parce que je considère que le partage d'informations est essentiel au développement.

Diana Zsoldos

Rapporteur IVY pour le secrétariat conjoint d'Interreg Central Europe



Concours EUSALP «Dire son projet pour l'UE»

À l'occasion du forum EUSALP de cette année qui s'est tenu à Innsbruck en Autriche, les jeunes participants (entre 16 et 25 ans) ont eu la chance de présenter leur argumentaire sur des idées de projets innovants devant un public de plus de 700 parties prenantes de l'UE, nationales, régionales ou locales.

Des 17 projets proposés à candidature, le jury en a sélectionné cinq pour la session d'argumentation. Les trois premières propositions ont remporté des prix en numéraire de respectivement 5 000, 3 000 et 2 000 euros.

1. «Alpine Ticket Network Meeting»

Les membres du Cipra Youth Council se sont vu décerner le premier prix pour leur proposition sur un des principaux sujets de la présidence tyrolienne: la mobilité. Leur objectif est de mettre au point une solution commune pour les transports publics dans la région alpine qui permettra de se rendre d'un pays à l'autre avec un seul ticket à prix abordable, dans la perspective de modifier les habitudes de déplacements transfrontaliers des habitants. La première étape sera d'organiser une réunion de réseau qui rassemblera les principales parties prenantes.

2. «Beehave»

Le projet «Beehave», lancé par deux jeunes italiens, a pour objectif d'associer l'efficacité économique et la protection des abeilles, dans la mesure où ces dernières sont particulièrement menacées dans la région alpine. Des capteurs placés sur les ruches mesureront leur température et leur taux d'humidité, ce qui permettra aux apiculteurs de suivre la qualité environnementale et la santé des abeilles afin de pouvoir réagir plus rapidement.

3. «Magical Alps»

Ce projet conçu par un groupe d'étudiants autrichiens de 16 ans nous invite à découvrir les mythes et légendes de la région alpine dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel. L'ensemble des récits rassemblés sera accessible via un site Web et plusieurs autres médias. Ils serviront d'instrument d'échange avec d'autres écoles et avec les résidents, et de guide aux personnes intéressées qui souhaitent visiter ces lieux mystiques. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2SwxCp3>

ACTUALITÉS [EN BREF]

99 CHOSES À FAIRE EN EUROPE - UN GUIDE TOURISTIQUE ALTERNATIF

Les plus beaux endroits à visiter, de nouvelles personnes à rencontrer, des trésors cachés, des anecdotes, une gastronomie fantastique à découvrir et des conseils de voyage, voilà ce que vous propose le nouveau guide en ligne pour découvrir l'Europe.

Conçu à partir des expériences des voyageurs du projet Road Trip, «99 choses à faire en Europe» vous offre l'opportunité de créer votre propre itinéraire et de découvrir par vous-même notre continent. Sur le site [Web roadtripproject.eu](http://www.roadtripproject.eu), vous pouvez choisir votre destination, votre type de voyage préféré et créer votre propre itinéraire!

Au cours du printemps et de l'été 2018, quatre duos de voyageurs se sont embarqués pour un circuit à travers le continent afin d'explorer la diversité des projets et des initiatives soutenus par l'UE. Luisa et Louis, Yldau et Fabian, Susann et Kenneth et Luna et Achilleas ont visité 24 pays d'Europe en suivant quatre itinéraires successifs: la Méditerranée (la route des racines), l'Atlantique (la route des grands explorateurs), le Danube (la route des amoureux de la nature et des ressources partagées), et la Baltique (une route à travers le temps et l'espace).

La deuxième édition du projet Road Trip sera lancée au début du printemps 2019. Suivez-nous sur nos réseaux sociaux pour plus d'informations. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

www.roadtripproject.eu
Facebook: Europe in My Region
Instagram: euinmyregion

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE MAJEURS

Dans la mesure où le changement climatique est une des principales priorités de l'agenda européen, la DG REGIO a commandé, à la fin de 2016, une étude sur la cartographie des informations disponibles sur l'adaptation au changement climatique dans les 28 États membres au niveau projet.

L'étude présente un inventaire des ressources disponibles pour contribuer au développement d'infrastructures résilientes au changement climatique en fonction de sept critères (disponibilité des données; conseils; méthodologies; outils; normes de conception; système et cadre légal; capacité institutionnelle) et porte sur les secteurs des transports, du haut débit, du développement urbain, de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets.



Les ressources identifiées ne sont pas exhaustives mais présentent un aperçu du matériel déjà disponible et facilement accessible en 2017. La rapport final de l'étude est structuré en deux parties principales: une d'ordre général et une qui porte sur les rapports par pays et inclut également des exemples de projet. L'étude montre qu'un grand nombre de ressources liées à l'adaptation au changement climatique est disponible pour les développeurs de projets d'infrastructures mais que, parallèlement, il existe plusieurs domaines pour lesquels des ressources supplémentaires pourraient être rendues plus accessibles. ■

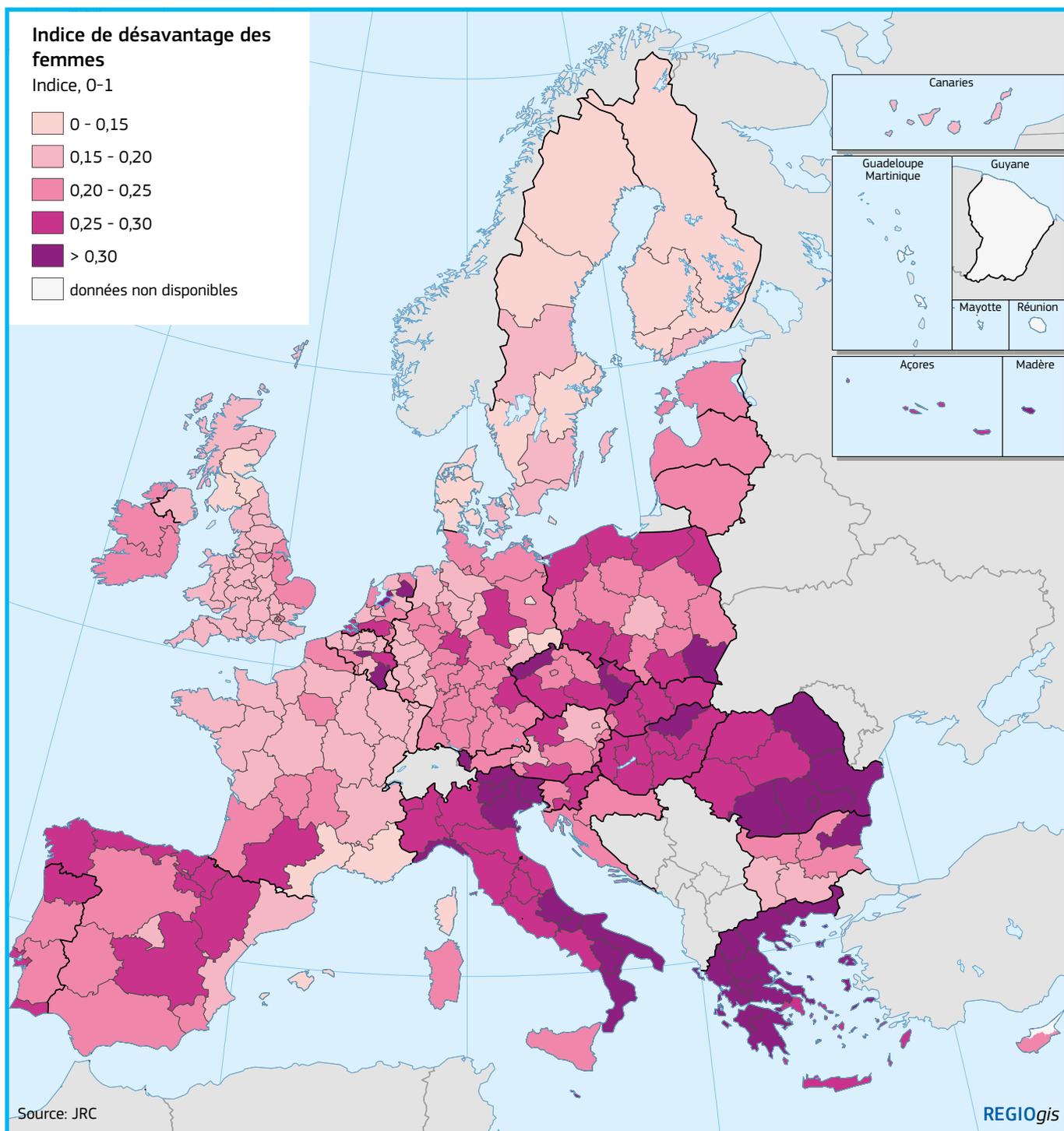
POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2CpsnRg>

Un nouvel outil de suivi pour mesurer l'égalité des genres dans les régions européennes

L'égalité des genres est une des valeurs fondamentales de l'UE et en mesurer le progrès est indispensable à la mise en œuvre d'une politique efficace. Bien qu'il existe plusieurs outils destinés à suivre cette évolution au niveau national, il n'existe aucun instrument de ce type pour identifier les différences régionales au niveau européen.

Dans l'outil de suivi régional existant, des indices composites adéquats ont été mis au point pour compléter et soutenir ce phénomène aux multiples facettes: l'indice de désavantage des femmes (Female Disadvantage Index, FemDI) et l'indice de réussite des femmes (Female Achievement Index, FemAI). Le premier permet d'évaluer le désavantage des femmes en mesurant les différences régionales là où les femmes s'en sortent moins bien que les hommes.



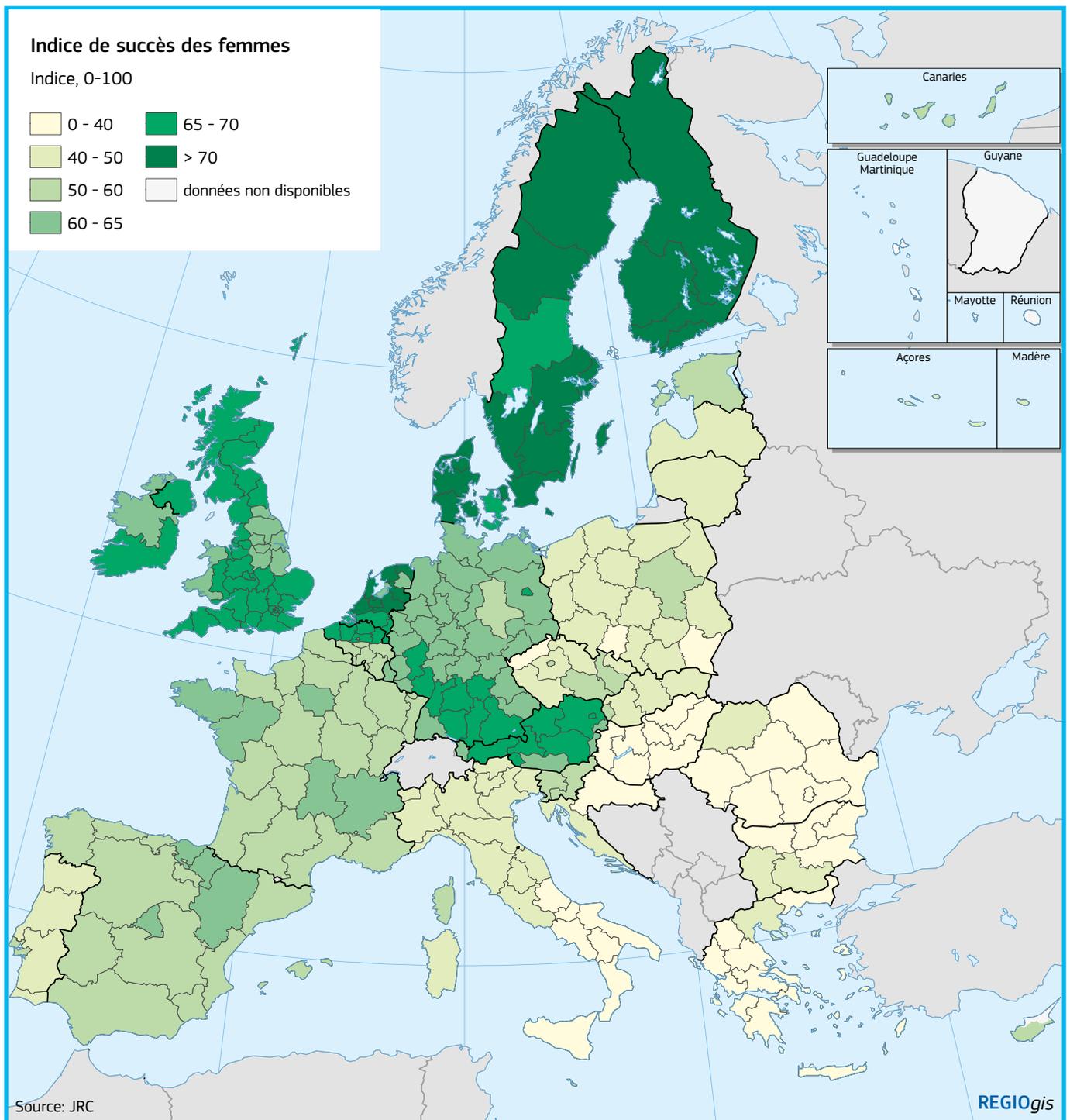
Le second mesure le niveau de succès des femmes en comparant avec les régions où les performances féminines sont les meilleures en Europe. Combiner ces deux indices permet de mieux appréhender l'égalité des genres dans les différentes régions d'Europe et entre les États membres.

L'outil de suivi régional européen repose sur sept domaines pertinents dans le cadre de la politique de l'UE: Le travail et les revenus, la connaissance, le temps, le pouvoir, la santé, la sûreté et la sécurité, et la qualité de vie. Ces domaines organisent et combinent plus de 30 indicateurs individuels pour synthétiser des mesures de l'égalité des genres. Ces indices mesurent le désavantage des femmes et leurs succès

dans presque toutes les régions de niveau NUTS-2 (270 régions). Les dernières données disponibles pour les indicateurs ont été extraites des microdonnées statistiques de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU SILC), de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EU LFS), de l'enquête sur la structure des salaires (EU SES), de la base de données statistiques différenciées par sexe de l'EIGE et des microdonnées du Gallup World Poll. La plupart des données concernent 2017. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/>



La coopération territoriale européenne soutient le patrimoine culturel

Jusqu'à présent, la coopération territoriale européenne (CTE) s'est avérée «l'environnement naturel» des investissements culturels fructueux. La coopération en matière culturelle n'est pas seulement une manière de permettre des synergies et des mises en relations sereines à travers les frontières et entre les pays, ou de faciliter les processus de transition industrielle et de spécialisation intelligente, c'est également un outil pour promouvoir de manière efficace l'Europe comme une destination pour les marchés mondiaux.

La coopération en matière culturelle, l'industrie créative et les arts constituent une approche pertinente dans la mesure où ils peuvent permettre aux pays et aux régions d'établir des bases solides sur lesquelles travailler ensemble de manière efficace et durable. Il est intéressant de noter que, pour la période de programmation actuelle, **le patrimoine culturel et les arts sont le deuxième thème le plus populaire des programmes Interreg**. À l'heure actuelle, et pour le calendrier 2014-2020, **plus de 9 %** du budget Interreg global ont déjà été investis dans des projets culturels, et une augmentation est prévue avant la fin de la période de programmation.

Au cours de la période de programmation précédente, 2007-2013, les investissements Interreg dans le patrimoine culturel et les arts ont représenté **10 % du budget Interreg global** (1,2 milliards d'euros)¹.

Les programmes Interreg sont des incubateurs efficaces pour des projets fructueux portant sur le patrimoine culturel qui promeuvent la croissance et créent des emplois de manière durable. Les programmes sont lancés sur la base d'une logique d'intervention locale qui reflète les besoins spécifiques des régions participantes, comme, par exemple, l'application de solutions innovantes et des technologies de l'information et



de la communication à des régions périphériques moins favorisées. Cette approche pourrait être exploitée plus en profondeur par le biais du processus de transition industrielle en lien avec les industries créatives.

En effet, Interreg est un **instrument ascendant** qui réunit de manière bénéfique les spécificités de plusieurs localités, régions et pays autour d'un projet commun. Les témoignages recueillis auprès de nombreux partenaires Interreg montrent que les actions et projets conjoints renforcent le sentiment d'appartenance à un **espace européen commun**.

C'est pour cela que le lancement de **l'Année européenne du patrimoine culturel en 2018 (EYCH)** a été l'occasion, à la fois pour les autorités qui administrent Interreg et pour les bénéficiaires des programmes y afférents, de participer à l'EYCH

1) Ces données sont extraites du site Keep.eu (<https://www.keep.eu/keep/>): Keep est l'unique source de données agrégées relatives aux projets et aux bénéficiaires des programmes de coopération transfrontaliers, transnationaux et inter-régionaux entre États membres et entre les États membres et les pays voisins.

via des initiatives et des événements culturels dans toute l'Europe. Suite à quoi, les autorités décisionnaires d'Interreg sont parvenues à mobiliser plus de 100 projets qui ont déposé leur candidature et obtenu le label EYCH.

Au cours de ces projets, la coopération est apparue comme essentielle lorsqu'il s'est agi de rapprocher les citoyens de l'UE et de la rendre visible. C'est pourquoi la Commission européenne a encouragé la création de l'e-book «Connecting cultures, connected citizens», parrainé par le **programme inter-régional du FEDER Interact 2014-2020**, pour permettre à tous les citoyens européens d'accéder aux projets culturels Interact de leur région. Il est important de montrer que la coopération européenne est à l'œuvre partout en finançant des projets à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe.

Cet e-book met en avant les projets transfrontaliers, transitionnels et inter-régionaux cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER).

.....

«Industrial Heritage» financé par le programme Estonie-Lettonie Interreg A CBC 2014-2020



Doté d'un financement européen de 980 mille euros, ce projet à la frontière entre l'Estonie et la Lettonie a pour objectif de mettre en valeur le patrimoine industriel des deux pays en établissant des itinéraires touristiques incluant moulins, centrales hydroélectriques, usines, chemins de fer, phares et même châteaux d'eau anciens. Le patrimoine industriel comme attraction touristique ne fait pas partie des approches traditionnelles de l'Estonie et de la Lettonie. Cependant, développer un réseau commun aux deux pays de sites de patrimoine industriel permettra de diversifier l'offre touristique actuelle et d'attirer des visiteurs venant des deux régions.

«Living Archives» financé par le programme de coopération transfrontalière (CBC) de l'IAP 2014-2020



Ce projet qui porte sur la ligne de frontière extérieure de l'UE, implique une coopération entre la Hongrie et la Serbie pour protéger des vestiges. Cofinancé à hauteur de 0,17 million d'euros par le FEDER, il promeut une synergie entre les chercheurs, les archivistes, les ethnographes et les anthropologues des deux nationalités afin de protéger le patrimoine européen.

«BLUEMED» financé par le programme Méditerranée INTERREG VB 2014-2020



Doté d'une enveloppe de 2,38 millions d'euros du FEDER, ce projet a pour objectif de planifier, tester et coordonner les musées sous-marins, les parcs de plongée et les centres de connaissance-sensibilisation afin de soutenir un développement touristique responsable et durable et de promouvoir la croissance bleue dans les zones côtières et les îles de la Méditerranée.

Stratégies macro-régionales (SMR) pour la coopération culturelle

Les quatre SMR: La stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR), la stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR), la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR) et la région alpine (EUSALP) soutiennent des investissements culturels via les plateformes associées. Dans la mesure où il s'agit d'une priorité, elles travaillent déjà à l'établissement d'un cadre politique, non seulement pour les programmes Interreg, mais également pour les programmes nationaux, régionaux et sectoriels, ainsi que pour les investissements directs de l'UE et privés

Du fait de leur approche globale, les SMR reconnaissent au patrimoine culturel une forte dimension européenne qu'elles abordent par le biais de différentes politiques de l'UE, comme le développement régional et urbain, le tourisme, l'éducation et l'emploi, les affaires maritimes, la recherche et l'innovation.

En outre, leur champ d'application est encore élargi lorsqu'il s'agit de coopérer avec les pays non-UE. C'est le cas pour l'EUSAIR et l'EUSDR qui ont déjà mis en œuvre des projets avec les Balkans occidentaux, l'Ukraine et la Moldavie. Par ailleurs, l'EUSBR et l'EUSALP ont également créé des synergies avec les pays de l'Espace économique européen.

Les SMR **activent des structures existantes**, comme les réseaux créatifs et les plateformes de patrimoine culturel, afin de travailler ensemble au développement de processus, de projets, d'échange de meilleures pratiques et d'apprentissage entre pairs. Par exemple, l'EUSDR a facilité les échanges sur «la réutilisation adaptative des bâtiments appartenant au patrimoine» via la plateforme Danube Culture Platform – Creative Spaces of the 21st Century project². L'EUSBSR a établi un réseau pour faciliter le dialogue entre jeunes: Baltic Sea Youth Dialogue³. Enfin, une plateforme destinée aux jeunes entreprises et au transfert technologique dans les écosystèmes d'innovation⁴ a été lancée dans la région alpine.

Les SMR prennent également en compte **le potentiel économique direct et indirect** que le patrimoine culturel représente pour les régions de l'UE en finançant les secteurs créatifs et en soutenant les petites et moyennes entreprises axées sur des activités touristiques durables et responsables. Par exemple, les représentants officiels nommés par les ministères de la culture des pays de l'EUSAIR ont établi que **l'itinéraire des oliviers de l'EUSAIR** était le projet le plus pertinent pour le développement

de leur région. Cet itinéraire culturel sera mis en place et accrédité par le Conseil de l'Europe dans le cadre du projet **Routes 4U**⁵, financé par l'UE, qui a pour objectif de mettre en place d'autres projets similaires pour toute la macro-région et d'en faire la promotion en tant que **destinations européennes sur les marchés des voyages touristiques de longue distance**. Cette démarche porte principalement sur la stimulation des PME spécialisées en tourisme durable et de l'entrepreneuriat intelligent.

L'après EYCH 2018...

Il n'y a pas de doute sur le fait que les initiatives mises en place par la Commission européenne dans le cadre de l'EYCH, notamment par la DG REGIO et la DG pour l'éducation, la jeunesse, le sport et la culture (EAC), sont destinées à s'intensifier et à se prolonger dans les années à venir. Dans la proposition pour l'après-2020 des Fonds structurels et d'investissement européens, la politique culturelle est ouverte aux investissements, notamment dans le cadre de l'objectif politique 5: **«Une Europe plus proche des citoyens: un développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières et des initiatives locales»**. Cependant, les investissements dans l'industrie créative peuvent s'inscrire dans le cadre de la PO 1: **«Une Europe plus intelligente: promouvoir la compétitivité, la transformation numérique, l'entrepreneuriat et l'innovation»**, et PO 3: **«Une Europe plus connectée: accroître la connectivité des secteurs de la mobilité, de l'énergie et des TIC au niveau régional»**.

Les SMR soutiennent et facilitent la coopération entre les pays et les régions dans les secteurs créatifs et culturels. Ce qui est en ligne avec les objectifs stratégiques du **Nouvel agenda européen de la culture**⁶ publié par la Commission européenne le 22 mai 2018: a) exploiter le potentiel de la culture en faveur de la cohésion sociale et du bien-être, b) soutenir la créativité fondée sur la culture dans l'éducation, l'innovation, l'emploi et la croissance, et, c) renforcer les relations culturelles internationales.

La DG REGIO travaille actuellement avec la DG EAC sur le Plan d'action européen pour le patrimoine culturel à venir, et avec la DG Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME (GROW) sur des solutions innovantes pertinentes pour les industries créatives. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2A1MLbx>

2) <https://bit.ly/2UbmJph>

3) <http://www.cbss.org/regional-identity/baltic-sea-youth-dialogue/>

4) <https://bit.ly/2riEzys>

5) <https://www.coe.int/fr/web/cultural-routes/eu-jp-2017-20>

6) <https://bit.ly/2Mf1cgQ>

Dans le cadre de la Semaine européenne des régions et des villes 2018, l'atelier Coop Cult and Succeed – EYCH 2018 a mis l'accent sur les synergies entre les politiques régionales de l'UE et celles portant sur la culture, le tourisme et l'industrie.

MICHEL MAGNIER



Directeur de la Culture et de la Créativité (DG EAC) responsable de EYCH 2018

«2018 a lancé une dynamique positive pour la culture au niveau de l'UE et dans le monde. Le Nouvel agenda européen pour la culture a été communiqué en mai 2018, suivi par le Plan d'action européen pour le patrimoine culturel. Au premier semestre 2018, environ 6 500 événements ont reçu le label EYCH 2018 en Europe et au-delà, atteignant presque les 5 millions de participants.»

SLAWOMIR TOKARSKI

Directeur Innovation et fabrication avancée (DG GROW)



Slawomir Tokarski a analysé l'impact de la transformation industrielle sur le secteur de la culture et des industries créatives. «La culture lie le peuple et l'aide à partager des valeurs communes. Des chaînes de valorisation et des connexions en clusters efficaces peuvent créer des ouvertures pour les secteurs culturel et créatif et, en même temps, favoriser le processus de transformation industrielle.»

LENA ANDERSSON PENCH



Directrice Coopération territoriale européenne, Macro-régions, Interreg et Mise en œuvre des programmes (DG REGIO)

Lena Anderson explique son point de vue: «Interreg et les SMR promeuvent la culture et la créativité avec l'objectif de créer des emplois et de la croissance.»

KAI HUOTARI

Directeur général du pôle créatif international Kaapelitehdas, le plus grand opérateur culturel de Finlande



«Chez Kaapeli, notre mot d'ordre c'est: "la culture améliore la vie". Creative Lenses, notre principal projet culturel, nous a appris que traverser les frontières nous rend plus forts en tant qu'organisation culturelle.»

LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite à
envoyer vos
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: regio-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

La politique de cohésion est vitale pour la Pologne

L'expérience des régions polonaises en matière de gestion des fonds européens est vaste et unique en Europe. Dans la mesure où elles ont participé à deux perspectives financières (2007-2013 and 2014-2020), les régions polonaises gèrent 53 milliards d'euros dans le cadre des programmes opérationnels régionaux.

Grâce aux Fonds structurels, la Pologne a réalisé des progrès impressionnants au cours de cette période, notamment en matière de croissance du PIB, d'augmentation du taux d'emploi, et de diminution des niveaux d'exclusion sociale. Les régions sont conscientes du fait qu'elles doivent leurs résultats positifs à la politique de cohésion. Néanmoins, il est encore nécessaire d'investir dans les bases d'un développement à long terme, ce qui signifie que continuer et renforcer la politique de cohésion après 2021 est vital pour les régions polonaises.

Nous avons trouvé la nouvelle proposition de cadre financier pluriannuel de l'UE un peu décevante, surtout en matière de politique de cohésion. Bien que la CE dispose de nombreuses preuves, d'analyses et de recherches confirmant l'impact positif sur la croissance, la perception consensuelle et le caractère anticyclique de cette poli-

tique, elle a proposé une réduction significative de sa dimension financière.

Des représentants de toutes les régions polonaises ont rencontré le directeur général de la DG REGIO, Marc Lemaître, en juin 2018. Elles ont présenté leur retour d'expérience sur le paquet législatif de la politique de cohésion de l'après-2020. Selon les régions polonaises, la proposition de la CE sur ce sujet inclut de nombreux éléments positifs, notamment: 1. Mettre l'accent sur la promotion de cinq objectifs clés de la politique, ce qui simplifie la politique par rapport à la perspective financière 2014-2020; 2. Conserver un horizon temporel de sept ans pour la période de programmation; 3. Éviter le processus consistant à désigner les institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet; 4. Accroître la flexibilité en matière de transfert des affectations d'une priorité à l'autre au sein d'un programme donné, sans avoir besoin d'obtenir l'approbation formelle de la CE; 5. Mettre le soutien aux instruments de croissance territoriale au cœur des préoccupations.

Cependant, la propositions de la CE présente un certain nombre d'inconvénients, notamment: 1. La proposition injustifiée de réduire les ressources allouées à la politique de cohésion qui est responsable de projets d'infrastructures clés en Europe et qui contribue largement à accélérer la convergence des économies les plus faibles de l'UE; 2. Réduire l'échelle des



Tomasz Hanzel
Responsable adjoint du département de coordination des programmes opérationnels, Région d'Opole, South Poland House, Bruxelles

ressources gérées au niveau de la CE, ce qui est contraire à l'idée de mettre en place une politique de cohésion plus proche des citoyens; 3. Omettre d'inclure le Fonds européen agricole pour le développement rural dans la proposition pour une réglementation générale, ce qui nuira à la coordination des interventions du FEDER, du FSE, du FC et du Feader dans les zones rurales; 4. Affaiblir la coordination entre le FEDER et le FSE (création du nouveau Fonds social européen, c'est-à-dire FSE+, et son exemption de certaines dispositions dans la réglementation générale); et 5. La proposition de réduire le taux de cofinancement de l'UE à 70% (pour les régions les moins développées), ce qui aura pour conséquence de nuire à la mise en œuvre des projets notamment pour les ONG et les autorités locales. ■



**SOUTH
POLAND
HOUSE**
IN BRUSSELS

Les municipalités et les régions finlandaises s'expriment au sujet de la politique de cohésion

L'objectif de long terme de la politique de cohésion est de réduire les disparités territoriales, de créer une croissance durable et de renforcer l'inclusion sociale. Les instruments de la politique de cohésion ont stimulé la croissance et créé de l'emploi et de la cohésion sociale à la fois au niveau local et régional. Les acteurs locaux et régionaux jouent un rôle clé dans la mesure où ils rendent les objectifs de l'UE tangibles pour les citoyens.

Pour la Finlande, les instruments financiers les plus importants pour atteindre les objectifs de la politique de cohésion ont été le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE). Ce dernier est en train d'être réformé et deviendra le FSE+ qui fusionnera un certain nombre de fonds existants pour la prochaine période de programmation. À l'avenir, les niveaux locaux et régionaux devraient jouer un rôle plus important dans la mise en œuvre nationale. Les règles et la mise en œuvre doivent être au bon niveau et respecter le principe de subsidiarité.

Du point de vue des autorités locales et régionales finlandaises, les travaux de programmation doivent être plus simples et plus flexibles. Il devrait être possible de revoir l'axe et le contenu des programmes au cours de la période de programmation.

Le FSE+ devrait dans un premier temps être mis en place avec une gestion partagée, cela donnerait aux États membres l'autorité pour choisir les actions à financer. Les autorités locales

finlandaises jouent un rôle clé dans l'avancée des nombreuses actions financées par le FSE+.

Le lien entre le FEDER et le FSE, les deux fonds importants pour les municipalités et les régions finlandaises, doit être renforcé davantage et leur rôle central dans la mise en place de la politique de cohésion doit être maintenu. Le développement rural et le Fonds européen agricole pour le développement rural ne doivent pas être oubliés dans la préparation du programme national, mais doivent être coordonnés soigneusement avec la programmation des Fonds structurels.

Les régions et les municipalités présentent bien des différences. Il est bon que la Commission continue à proposer un éventail d'outils de développement qui répondent à des besoins différents au cours des prochaines périodes de programmation. Les thèmes géographiques essentiels pour les municipalités et les régions finlandaises sont les conditions très spécifiques des zones à faible densité de population dans le nord, le potentiel que représente l'Arctique, la coopération dans la région de la mer Baltique et la coopération transfrontalière avec la Russie.

Pour apporter des réponses aux handicaps découlant de conditions complexes, il importe de chercher constamment de nouvelles solutions dans des domaines comme le savoir-faire en matière de climat froid, la technologie, l'énergie et les technologies propres. Les stratégies de spécialisation intelligente vont également jouer un rôle clé dans la promotion de la croissance et de l'innovation au niveau régional dans la Finlande du futur.

D'un point de vue finlandais, il est important de tirer parti des synergies



Ulla Karvo
Directrice du bureau de Bruxelles
Association of Finnish Local
and Regional Authorities
(AFLRA)

entre les programmes et de combiner différents types de financements. Pour la nouvelle période de programmation, les efforts devraient plus porter sur le renforcement du lien entre les Fonds structurels et les programmes de recherche et d'innovation de l'UE.

La coopération transfrontalière et transnationale est essentielle à la fois pour les frontières intérieures et extérieures. Les municipalités et régions de Finlande ont besoin des programmes maritimes transfrontaliers sous leur forme actuelle parce que ces programmes Interreg sont fortement structurés autour des besoins et des réseaux locaux et régionaux. Maintenir la coopération transfrontalière avec la Russie est également important pour les municipalités et les régions frontalières de Finlande.

Même si les fonds de cohésion reçus par la Finlande restent modestes, ils contribuent de manière substantielle au développement des ressources qui soutiennent la vitalité locale et régionale. ■

La région de Castille-La Manche se penche sur la réforme proposée de la politique de cohésion



Emiliano García-Page Sánchez
Président de Castille-La Mancha

En tant que président de Castille-La Mancha, je souhaite remercier *Panorama* de nous donner l'occasion de partager notre point de vue sur la réforme de la politique de cohésion de l'UE et sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 à venir.

D'une part, la politique de cohésion harmonise les valeurs fondamentales de l'UE et de notre gouvernement régional, notamment la solidarité et la lutte contre les inégalités. D'autre part, nous sommes très préoccupés par le futur de cette politique qui a contribué de manière si significative à la croissance de la région de Castille-La Mancha et au bien-être de ses citoyens.

Si je puis dire, les ressources financières substantielles qui ont été reçues sont aussi importantes que la contribution de cette politique en tant que plateforme d'échange d'expériences pour la concep-

tion et la mise en place de politiques stratégiques, comme la recherche, le développement et l'innovation, le développement rural, l'environnement, l'énergie et bien d'autres.

La question que nous devrions nous poser est la suivante: le nouveau scénario budgétaire proposé par la Commission est-il en adéquation avec les nouveaux enjeux que présentent les régions les moins développées, comme celle de Castille-La Mancha? Je suis navré de dire que la réponse est «Non»; du moins pas dans la mesure de ce que nécessitent les régions désavantagées pour engendrer un changement spectaculaire et tirer parti de la dynamique de reprise.

Nous sommes face à une réforme qui est un clair-obscur par nature. Elle comporte des éléments positifs, comme l'engagement de renforcer la coopération territoriale, l'accent mis sur les objectifs, et le support apporté à la stratégie d'investissements territoriaux intégrés (ITI). Cependant, ces réformes présentent aussi un côté plus sombre, comme les 6% de réduction de l'allocation budgétaire (une réduction qui paraît encore plus significative si l'on pense au 5% de réduction proposés pour la politique agricole commune), ou encore la diminution du taux de cofinancement.

La politique de cohésion a servi à contrebalancer les politiques d'austérité et plus controversées mises en place au cours de la dernière décennie. Un nombre considérable de citoyens ont identifié l'UE comme une figure positive de cohésion. Ne prenons pas de risques.

Ne prenons que les ressources et ne procédons qu'aux changements strictement nécessaires.

C'est dans ce contexte que certaines des propositions de Castille-La Mancha, répétées dans les fondements du Comité européen des régions, suggèrent que l'inclusion du dépeuplement, comme le PIB par habitant, soit un critère d'allocation; que le non-respect du cofinancement par les États membres dans les fonds structurels soit pris comme un déficit; ou d'accroître la coordination de cette politiques avec les politiques sectorielles (industrie, environnement, énergie, etc.).

La réforme de la politique de cohésion présente une excellente opportunité de démontrer sa capacité, en tant qu'élément stratégique, à corriger les déséquilibres territoriaux, en servant de frein au populisme d'exclusion, et pour l'UE soit considérée comme un modèle de mondialisation reproductible. Nous avons besoin d'une politique avec plus de cohésion et une meilleure cohésion, une politique qui renforce et s'adapte aux besoins et au potentiel des territoires concernés. ■



Castilla-La Mancha



Créer des synergies entre les «cybersecurity valleys» de l'UE

Les régions profitent d'un positionnement unique pour accroître le niveau global de cybersécurité grâce à leur lien privilégié avec les environnements locaux. De ce fait, elles jouent un rôle fondamental dans la structuration de l'écosystème de cybersécurité européen encore relativement «jeune». L'UE dispose déjà de nombreuses régions, appelées les «cyber vallées», qui accueillent des écosystèmes matures propres à engendrer l'innovation et à concevoir des technologies de pointe.

Le Fonds européen de développement régional a investi 1,53 million d'euros dans un programme de coopération inter-régionale sur cinq ans nommé Interreg Europe CYBER. Il a pour objectif de stimuler la compétitivité des PME européennes spécialisées en cybersécurité en créant des synergies entre les différentes «cybersecurity valleys» européennes.

Trois barrières principales qui freinent la coopération inter-régionale entre les écosystèmes de cybersécurité régionaux de l'UE ont été identifiées: le manque de coordination entre les acteurs concernés, un déficit de compétences en matière de cybersécurité et la fragmentation du marché. CYBER a pour objectif d'améliorer le partage de bonnes pratiques et les politiques publiques, tout en renforçant les écosystèmes locaux de cybersécurité.

L'agence Bretagne Développement Innovation est le partenaire principal de CYBER. Le projet implique sept partenaires régionaux européens, dont l'Instituto para la competitividad empresarial de Castilla y León (Espagne), la région de Toscane (Italie), Digital Wallonia (Belgique), la région de Bretagne (France), la Kosice IT Valley (Slovaquie), la Chambre de commerce et d'industrie de Slovénie (Slovénie) et l'Autorité des systèmes d'information d'Estonie (Estonie).

En tant que partenaire conseil, le Bureau de sécurité de la Commission (ECISO) apporte au projet son expertise sur les politiques régionales de cybersécurité industrielle, acquise dans le groupe de travail 4 portant sur «soutenir les PME et la coopération régionale».

Améliorer les politiques publiques ciblant les PME

La méthodologie d'Interreg Europe CYBER inclut une taxonomie commune et orientée marché pour développer une cartographie structurée des écosystèmes cyber régionaux innovants. Elle inclut des fournisseurs de cybersécurité, des utilisateurs finaux, des structures de support, des organismes de formation et des instituts de recherche.

Le projet a également pour objectif de mieux comprendre l'inclusion des acteurs locaux dans la conception et la mise en place des stratégies de cybersécurité locales. Pour identifier les bonnes pratiques et les besoins en politiques, les partenaires du projet échangent des informations par le biais de questionnaires sur mesure et de modèles de planification stratégique à haut niveau (analyse SWOT).

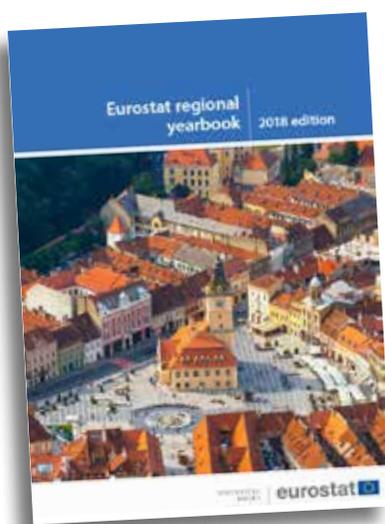
Alors qu'il contribue déjà au développement du marché numérique unique européen, l'objectif à long terme de CYBER est de réduire de manière significative la fragmentation du marché de la cybersécurité en Europe en augmentant la coopération inter-régionale entre les différentes cyber vallées européennes. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interreurope.eu/cyber/>

Comment va votre région d'un point de vue statistique?

Pour étayer la réponse à cette question, vous n'avez qu'à consulter la dernière version de *l'Annuaire régional d'Eurostat*. Il a été publié cet automne et inclut plus de 200 pages de statistiques sur les régions d'Europe dans une mise en page claire et colorée.



L'annuaire répond au besoin toujours plus pressant de mieux comprendre la vie des citoyens européens. Avec trois niveaux de découpage différents en fonction de critères de population (nomenclature des unités territoriales NUTS 1, 2, 3), il permet

au lecteur de comparer de manière pertinente les situations politiques, économiques et sociales dans l'ensemble de l'UE et, quand cela est possible, dans les pays de l'AELE et les pays candidats au niveau sous-national.

Une référence pour les curieux insatiables. L'annuaire analyse les régions européennes sous l'angle de la population, de la santé, de l'éducation et de la formation, du marché du travail, de l'économie, des statistiques des entreprises, de la recherche et de l'innovation, de l'économie numérique, du tourisme, des transports et de l'agriculture.

L'édition 2018 franchit une étape supplémentaire avec un chapitre dédié aux villes européennes et un chapitre portant sur les différents types de classifications géographiques mises au point au fil des années.

Chaque chapitre commence par exposer les conclusions clés et affiche le classement des régions sous forme graphique.

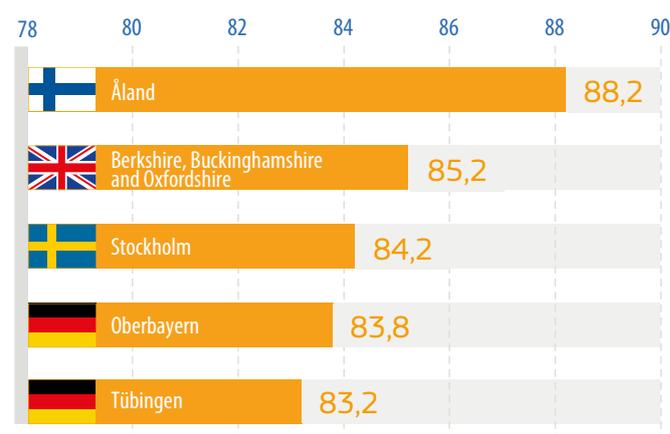
Le graphique ci-dessous illustre bien le fait que, alors que le taux d'emploi de l'UE est de 72%, le plus haut jamais enregistré, la région d'Åland en Finlande, un archipel de la mer Baltique, s'affiche première de la classe avec un taux d'emploi de 88%.



TOP 5 DES RÉGIONS DE L'UE

TAUX D'EMPLOI, 2017

(part de la population âgée de 20 à 64 ans en %)

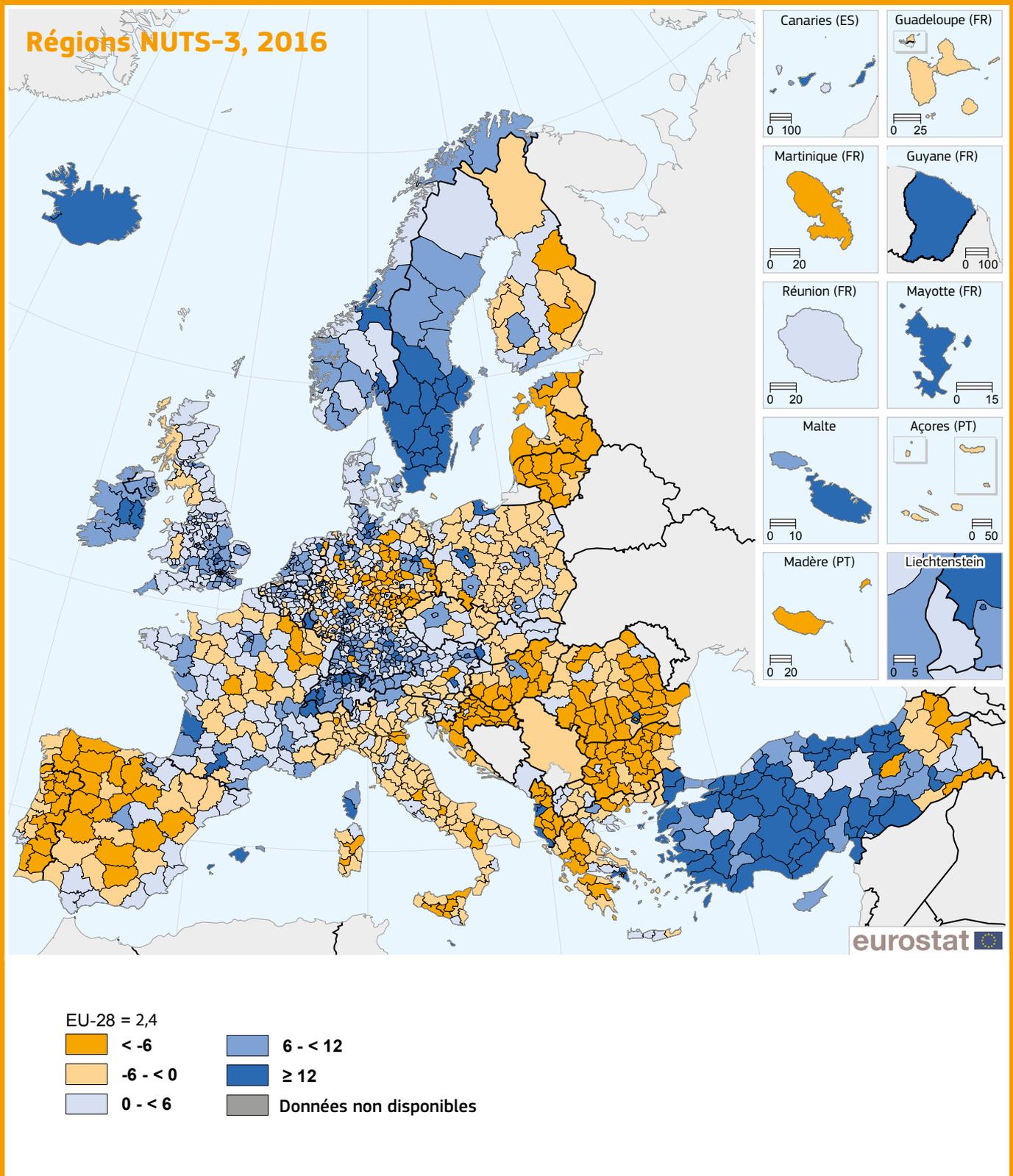


Politiques et planification

Ces données régionales ne sont pas disponibles uniquement pour satisfaire la curiosité des lecteurs ou pour marquer des points au concours organisé par le bistro du coin. Les politiques européennes et nationales dépendent pour beaucoup de ces données.

La politique de cohésion de l'UE a pour objectif de réduire les disparités entre les régions européennes. Par exemple, si le PIB par habitant est inférieur à 75% de la moyenne européenne, cette région sera éligible aux fonds de cohésion. C'est là que le découpage en régions NUTS 2 devient important d'un point de vue politique.

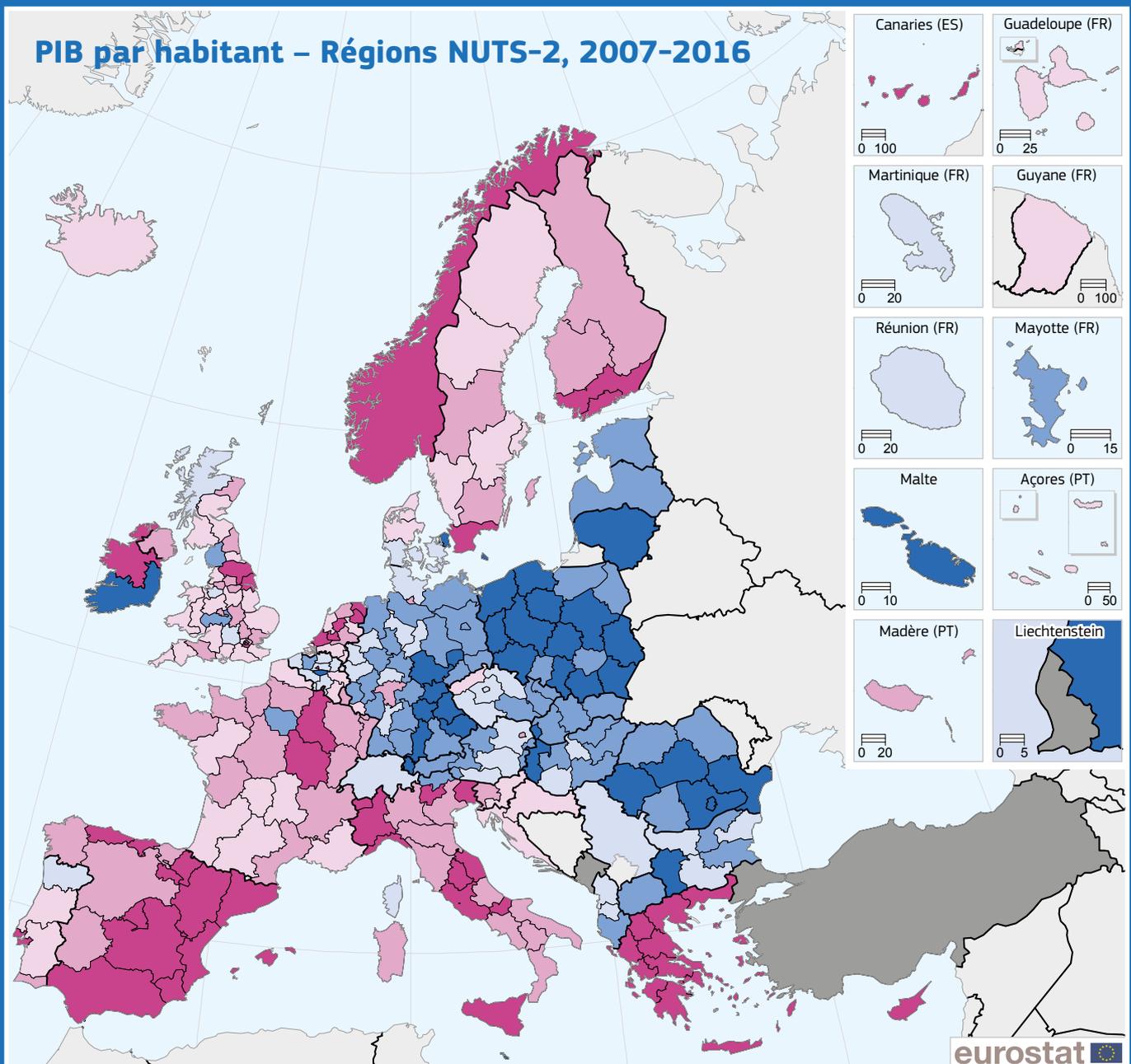
Taux brut* de variation totale de population



* Le taux brut de variation de population est le ratio de variation totale de la population pendant l'année concernée sur la population moyenne de la zone concernée. Valeurs exprimées pour 1 000 habitants



Évolution du produit intérieur brut



(différence en points de pourcentage pour 2016 moins 2007; sur la base de données en niveaux de pouvoir d'achat (NPA) par rapport à la moyenne de l'UE-28, EU-28 = 100) EU-28 = 0



Ces données sont également utilisées dans le cadre de politiques portant sur l'urbanisme et le développement rural. La dimension urbaine est au cœur de la politique de cohésion et une partie du budget est consacrée spécifiquement à la promotion d'un développement urbain durable dans les villes européennes. Le Fonds européen agricole pour le développement rural contribue au développement des zones rurales tout à la fois en encourageant l'innovation et en protégeant la biodiversité et l'environnement naturel.

Enfin, les hommes politiques des gouvernements locaux sont de gros utilisateurs de données portant sur les régions NUTS-3, qui présentent un niveau de détail géographique supérieur.

Vous trouverez plus d'informations sur l'utilisation des données régionales dans l'annuaire lui-même.

Un travail d'équipe à l'échelle européenne

Eurostat ne peut pas publier seul un document aussi complet. Il dépend pour cela de nombreux acteurs dans toute l'Europe.

Au début du processus, des discussions sont organisées avec les unités de production de statistiques d'Eurostat pour identifier les «points d'actualité clés» qui doivent être traités dans l'annuaire. La direction générale de la politique régionale et urbaine est consultée pour le premier chapitre qui porte sur le contexte de la politique. Cette année, elle a également contribué au dernier chapitre: «Plein feux sur les typologies régionales». La sélection des indicateurs à inclure est une tâche complexe étant donné l'ampleur des données disponibles.

Cependant, l'annuaire ne pourrait pas exister sans la communication de données opportunes et de qualité par les bureaux nationaux de statistiques. Les éditeurs de cet annuaire attendent que les toutes dernières informations soient disponibles avant de procéder aux extractions. Toutes les données définitives sont extraites le même jour.

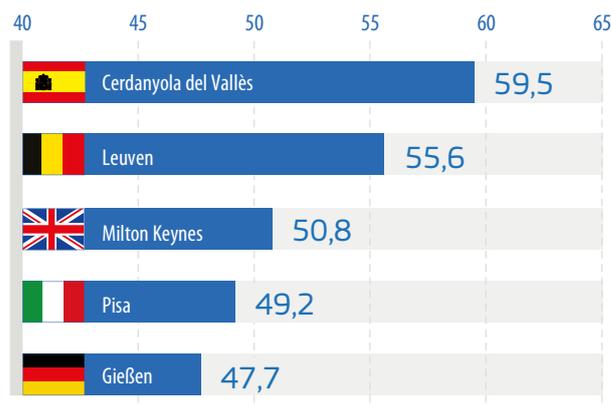
Les données et les textes des chapitres sont ensuite téléchargés dans le «wikipedia d'Eurostat» – [Statistics Explained](#). Cette application est utilisée pour la plupart des publications d'Eurostat, y compris l'annuaire.

Environ quatre mois plus tard, mi-septembre, les versions en ligne et imprimée de l'annuaire sont publiées, quelques semaines avant la Semaine européenne des régions et des villes. Simultanément, la version en ligne apparaît dans [Statistics Explained](#), et inclut des tweets prêts à être utilisés par



TOP 5 DES RÉGIONS DE L'UE

ÉTUDIANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 2016 (pour 100 habitants)



le lecteur. L'annuaire contient environ 60 cartes et il est ponctué de nombreux graphiques et de données infographiques.

D'autres outils ont évolué depuis la dernière publication. Vous pouvez consulter [l'atlas statistique interactif d'Eurostat](#). Conçu à partir des mêmes cartes que celles de l'annuaire, il couvre un vaste ensemble d'informations. Toutes les cartes peuvent être extraites et réutilisées gratuitement.

Les cartes interactives et les graphiques y afférents qui se trouvent dans [Regions and Cities Illustrated](#) sont une autre source d'informations détaillées. Cet outil fonctionne à partir de données communiquées en direct: au fur et à mesure que les informations sont transmises, elles sont automatiquement utilisées par l'application. L'outil dispose également d'une fonction «intervalle de temps» qui montre comment la situation a évolué au cours des dix dernières années.

Grâce à l'ensemble de ces outils, l'annuaire régional Eurostat fournit des informations autant aux décideurs politiques, qu'aux citoyens ou aux entreprises. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Des versions imprimées peuvent être commandées auprès de la librairie de l'UE:

<https://bit.ly/2zFSPWw>

Eurostat: <https://ec.europa.eu/eurostat>

Lutter contre la fraude et la corruption dans les projets financés par l'UE – Leçons et exemples des États membres

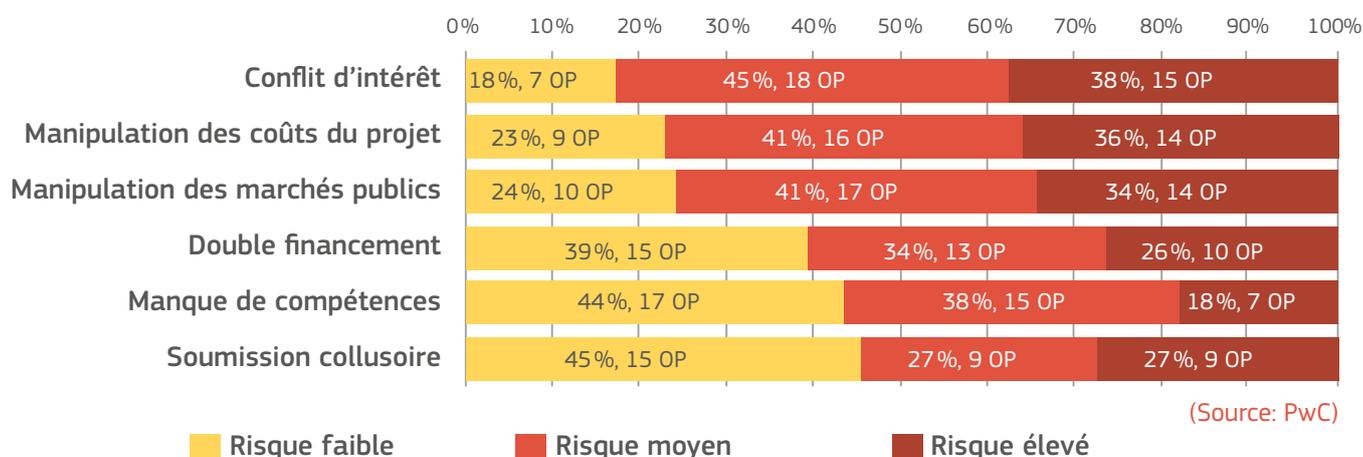
Un nouveau rapport de la DG Politique régionale et urbaine analyse comment les États membres et les régions luttent contre la fraude et la corruption liées à l'utilisation des fonds de l'UE. Il confirme que les nouvelles exigences ont conduit à une nette amélioration. La coordination et l'implication de tous les acteurs concernés, ainsi que le partage d'informations et de bonnes pratiques sont des éléments essentiels pour renforcer les mesures destinées à protéger l'argent des contribuables européens et à garantir l'efficacité des investissements de l'UE.

Sur la période 2014-2020, dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens, plus de 460 milliards d'euros sont destinés à contribuer à la croissance des États membres et des régions et à garantir de meilleures conditions de vie aux citoyens.

Ils jouent un rôle essentiel de soutien aux jeunes entreprises et aident les individus à améliorer leur niveau de qualification et à obtenir de nouveaux emplois. Ils aident les régions à innover et à anticiper en matière de croissance et d'emplois futurs. Ils favorisent une utilisation propre et efficace des ressources naturelles. Ils améliorent l'accès au haut débit et la mobilité, surtout dans les zones de l'UE les moins développées. Pour de nombreux États membres, ces fonds représentent leur principale source d'investissement public.

C'est pourquoi il est si crucial que chaque centime d'euro soit dépensé au bénéfice des citoyens européens, c'est là que se joue la responsabilité de l'Europe envers chacun de ses contribuables. Bien que pour la période 2007-2013, sur la base des rapports des États membres, les soupçons de fraude portent sur un montant estimé de 0,42 % des versements réalisés dans le cadre de la politique de cohésion, la Commission affiche une tolérance zéro et se montre très impliquée dans la lutte contre la fraude et la corruption liées aux financements de l'UE.

Niveau du risque de fraude dans les différentes catégories de risques



Pour ce faire, elle s'assure que chaque cas fasse l'objet d'une enquête immédiate et efficace et que les montants dépensés à mauvais escient soient récupérés. Il est évident que ce combat ne peut pas être gagné sans la coopération des États membres et de leurs administrations, surtout quand la responsabilité de la gestion des fonds est partagée.

Lutter contre la fraude et la corruption nécessite en effet des actions non seulement correctrices mais aussi préventives. À cet égard, d'importantes nouveautés ont été introduites dans le cadre législatif des fonds ESI pour 2014-2020. Elles incluent la systématisation de la piste d'audit liée aux opérations de financement et le renforcement de la responsabilité des États membres, et des activités ayant pour but de limiter la fraude et la corruption. En particulier, l'article 125(4)(c) du Règlement portant dispositions communes requiert que les autorités de gestion mettent en place des mesures anti-fraude efficaces et proportionnées, tenant compte des risques identifiés.

Une réussite tangible

Un rapport récent publié par la Commission fournit un aperçu utile de ce qui a été fait jusqu'ici, il identifie certains exemples de pratiques existantes et formule une série de recommandations à la fois pour les services de la Commission et pour les autorités nationales et régionales.

Cette étude prend la forme d'un inventaire qui couvre les 28 États membres et repose à la fois sur une analyse de documents et sur des entretiens individuels. Des données détaillées supplémentaires ont été rassemblées et retraitées pour une sélection de 50 programmes opérationnels représentant un vaste ensemble de secteurs et d'objectifs thématiques portant sur les infrastructures de transport, l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, l'éducation, la compétitivité, et le développement régional.

Une des principales conclusions du rapport est que les nouvelles dispositions juridiques ont eu un impact positif en termes de sensibilisation et d'actions plus ciblées. Les exigences ont conduit à la mise en œuvre d'une approche plus formalisée et plus systématique pour répondre aux problématiques aux niveaux national et régional. Un exemple important est le processus d'évaluation du risque de fraude qui a contribué à renforcer l'accent mis sur les risques de fraude et de corruption, tout en créant des liens clairs entre les risques identifiés et les mesures destinées à les réduire. Grâce à cela, de nouveaux contrôles ont été mis en place et ceux qui existaient déjà ont été renforcés.

Unir nos forces

Parallèlement, ce rapport souligne la nécessité d'aller plus loin en matière de cohérence, d'objectivité et de proportionnalité de l'évaluation. En effet, les autorités des États membres présentant des indicateurs de risques faibles ou modérés ont tendance à surévaluer leur niveau de risque par rapport aux pays dont les indicateurs de risques sont élevés. Parmi les six catégories de risques, la soumission collusoire et le double financement requièrent proportionnellement plus de mesures de prévention.

L'implication de plusieurs autorités, de celles gérant les fonds de l'UE aux organes de répression, conduit à une amélioration de la coordination des activités anti-fraude et réduit le risque. Tous les acteurs impliqués devraient recourir plus et mieux aux outils et aux informations disponibles, aux recommandations spécifiques, aux formations et aux exemples de bonnes pratiques.

Cette étude d'inventaire a également réuni tout un répertoire de pratiques identifiées par les consultants. Elle présente des échantillons de pratiques anti-fraude intégrant des mesures pertinentes définies aux niveaux régional, national et de l'UE. Le répertoire cible les praticiens des Fonds ESI et les décideurs politiques qui recherchent de nouvelles méthodes pour améliorer leur gestion au niveau national et pour contrôler le système ou une partie de celui-ci.

La lutte contre la fraude et la corruption est plus que jamais une entreprise commune. Les exemples présentés dans le rapport illustrent clairement le fait que les efforts mis en œuvre doivent impliquer tous les niveaux et tous les acteurs et qu'il est indispensable qu'ils soient bien coordonnés. Les actions doivent être soigneusement planifiées, conçues et mises en place en intégrant une étude minutieuse et prospective des risques. Et cela deviendra de plus en plus nécessaire à l'avenir dans la mesure où, selon les propositions législatives de la Commission pour 2021-2027, le contrôle dépendra de plus en plus des autorités nationales et régionales. Ces directives contribueront à l'atteinte de l'objectif commun qui est de faire un usage le plus efficace et efficient possible des fonds, au plus grand bénéfice des citoyens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2G1OfsY>

POINT D'INFORMATION

Des instruments financiers pour soutenir les objectifs de la politique de cohésion

En décembre 2018, la Commission a publié sa dernière synthèse annuelle de données qui souligne les progrès réalisés dans le cadre des programmes 2014-2020 relativement à la mise en place d'instruments financiers (IF). Saviez-vous que cela était soutenu par un ensemble actualisé de données ouvertes des fonds ESI?

Ce dernier rapport sur ce que l'on appelle les «IF» souligne les nets progrès réalisés sur la période 2014-2020. Fin 2017, le total des contributions engagées dans le cadre des IF atteignait presque 18,8 milliards d'euros, elles concernaient 24 États membres et incluaient 14,2 milliards de fonds ESI. Ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 13,3 milliards constatés fin 2016.

Fin 2017, le volume total des ressources mises à disposition par l'intermédiaire des IF avait déjà dépassé le total de toute la période 2007-2013. En outre, 5,5 milliards avaient déjà été versés aux IF, dont 35 % avaient été distribués aux bénéficiaires finaux.

Les sommes les plus significatives allouées aux IF sont versées par le Fonds européen de développement régional (FEDER), puis viennent le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), le Fonds de cohésion (FC) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

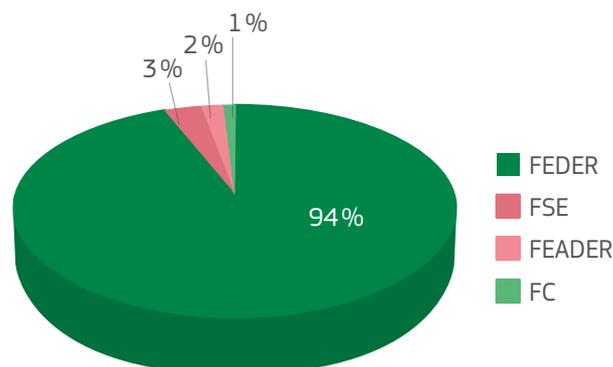
1. Qui sera intéressé par cet ensemble de données?

Cet ensemble de données sera très utile à tout un éventail de parties prenantes et de chercheurs liés à la politique de cohésion. À la fin du mois de novembre 2018, plus de 900 utilisateurs avaient visualisé l'ensemble de données, et 150 chercheurs et étudiants l'avaient téléchargé.

La plus grande part des financements a été consacrée au soutien aux petites et moyennes entreprises (56 %), suivi par les investissements dans une économie sobre en carbone (16 %, principalement dans le secteur de l'efficacité énergétique), ensuite viennent la recherche, le développement et l'innovation (16 %), puis l'emploi, la mobilité des travailleurs et l'inclusion sociale (5 %).

Ces données facilitent le suivi de l'utilisation des ressources financières nationales et de l'UE allouées aux IF fonds par fonds. Bien que l'ensemble soit plutôt positif, des différences significatives subsistent entre les États membres quant à la mise à disposition de ces instruments. Quelques pays de l'UE n'ont pas encore sélectionnés leurs intermédiaires financiers, alors que certains IF se traduisent déjà par des résultats concrets et que les ressources qui en découlent sont utilisées pour optimiser les investissements à réaliser; les pays plus avancés préparent déjà la seconde phase des investissements.

Montant des fonds ESI consacrés aux Instruments financiers (mEUR)



2. Comment ont été compilées les données?

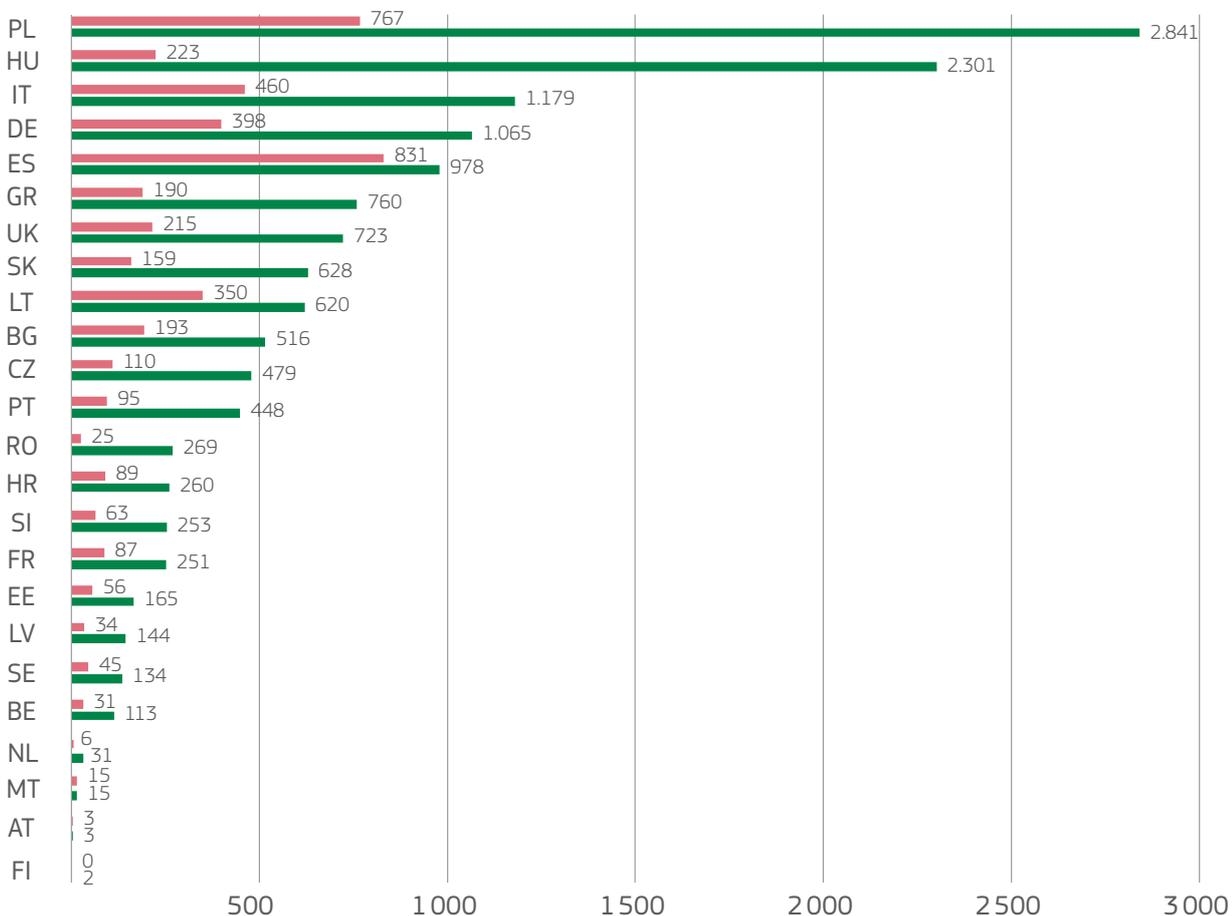
Tous les ans, en mai/juin, les programmes rédigent un rapport sur chaque instrument destiné à la Commission. La Commission extrait les données annuelles cumulées et les présente sous une forme harmonisée pour faciliter la comparaison des progrès relatifs à la mise en œuvre sur l'ensemble de la période concernée. La Commission travaille en permanence avec les programmes pour améliorer la

qualité des données utilisées. L'ensemble de données est régulièrement mis à jour pour refléter les corrections ou modifications apportées.

DÉCOUVRIR LES DONNÉES SUR LES FONDS ESI PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES:

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/d/dcsc-7x87>

Fonds ESI 2014-2020 - Montant UE engagé et versé aux Instruments financiers - fin 2017



Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter [#ESIFOpenData](https://twitter.com/ESIFOpenData)

Ou s'inscrire à notre lettre d'information: http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788



Sauver les esturgeons du Danube: la stratégie esturgeons de l'ICPDR

Les esturgeons sont la seule espèce de poissons dont on sait que les origines remontent à plus de 200 millions d'années. Dans la mesure où ils ont très peu évolué morphologiquement depuis, ils sont considérés comme un exemple de réussite dans l'histoire de l'évolution. Aujourd'hui, les esturgeons font partie des espèces les plus menacées au monde du fait de l'activité humaine.

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature, plus de 85 % des espèces d'esturgeons sont classées comme présentant un risque d'extinction, ce qui en fait l'un des groupes d'espèces les plus menacés au monde. Les principales menaces qui pèsent sur leur survie sont la surexploitation, le braconnage, les barrages qui bloquent leurs routes migratoires naturelles, la perte et la dégradation de leurs habitats et la pollution.

Les esturgeons sont un bon indicateur d'un environnement fluvial sain. La Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR) reconnaît depuis longtemps leur importance et a adopté l'esturgeon endémique du Danube comme son espèce emblématique. Elle a mis au point une stratégie pour sensibiliser le public à la situation dramatique des esturgeons; elle promeut les projets, les initiatives et les directives de l'UE actuels et futurs destinés à améliorer les conditions environnementales de l'esturgeon et à essayer de mettre au point des solutions adaptées aux problématiques spécifiques de ces espèces.

En 2012, l'ICPDR a mis sur pied le groupe de travail Esturgeons du Danube, ainsi qu'un réseau d'entités publiques nationales et internationales, d'ONG et d'instituts universitaires pour répondre à cet objectif. Depuis lors, elle s'efforce d'atteindre

ses objectifs stratégiques actuels en soutenant le programme «Sturgeons 2020». L'ICPDR vient à peine de signer un accord de subvention avec la DG REGIO pour la réalisation d'une étude de faisabilité sur différentes options pour la migration des poissons au Iron Gate Dam, barrage situé entre la Roumanie et la Serbie, qui présente un obstacle majeur pour les poissons lorsqu'ils remontent le fleuve.

Sturgeon 2020 inclut d'autres mesures clés comme la mise en place *ex situ* d'une infrastructure pilote pour les espèces migratoires, et, *in situ*, le suivi des habitats et du comportement de la population le long du Danube et de ses principaux affluents. La coopération sur une base contractuelle avec des fermes piscicoles facilitera la mise en place d'un inventaire des esturgeons en captivité. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.icpdr.org/main/activities-projects/sturgeons-danube-basin>

PROJETS

LES PME DANOISES ALIMENTENT NOTRE RÉFLEXION

**INVESTISSEMENT TOTAL
3 900 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 000 000 EUR**

Afin d'aider les petites et moyennes entreprises danoises du secteur agroalimentaire à dépasser les barrières freinant leur croissance et leur développement, un projet financé par l'UE a mis au point une stratégie appétissante.

Le projet «Thriving culinary experiences» est organisé et administré par le Business Development Centre du sud du Danemark, une région qui ne possède pas une gastronomie spécifique mais qui accueille un large éventail de cultures et de spécialités culinaires.

Ce projet sur quatre ans, actuellement en cours, cible quatre domaines principaux d'amélioration dans le secteur agroalimentaire: la qualité, l'internationalisation, l'aspect durable et la productivité.

La première des tâches a consisté à chercher comment les PME peuvent s'assurer que les ingrédients qu'elles se procurent et que les produits qu'elles développent sont de bonne qualité. Les aspects relatifs à l'internationalisation encouragent ces entreprises à exporter leurs produits vers les pays européens, tandis que l'accent mis sur le côté durable les incite à orienter leurs efforts vers des aliments biologiques afin de promouvoir une meilleure empreinte écologique et un environnement plus durable.

Le quatrième objectif requiert la mise au point d'une stratégie plus efficace pour améliorer la productivité, ce qui inclut d'identifier des solutions plus efficaces et plus intelligentes pour que les entreprises puissent mener leurs activités de manière optimisée et maximiser leurs ventes. Lier les plats locaux à une histoire ou demander aux propriétaires de restaurants de transmettre aux clients des informations à valeur

ajoutée à propos de leur repas, sont des initiatives destinées à offrir au consommateur une expérience gastronomique plus unique et plus authentique.

La recette du succès

Le Centre, organisme à but non lucratif, organise des ateliers et des journées de formation, durant lesquels les participants peuvent dialoguer sur les enjeux communs auxquels ils sont confrontés. Il a également mis au point un processus de sélection destiné à identifier les entreprises qualifiées pour participer au projet: 70 des 160 PME testées ont été sélectionnées.

Les entreprises sélectionnées sont suivies par les consultants du Centre qui ont alloué des subventions à leurs plans d'affaires spécialisés allant de 15 à 50% des coûts en fonction de la taille de ces PME et de la stratégie proposée. Il reste à espérer que le succès des PME participantes inspirera d'autres petites entreprises qui développeront leurs propres stratégies d'activité qui, à leur tour, stimuleront la croissance dans la région.

Grâce à une contribution du Fonds européen de développement régional, ce projet collabore actuellement avec 31 PME. À long terme, il devrait appuyer 70 petites entreprises, générer 20 millions d'euros de revenus et créer 99 emplois. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2RuxDtj>

LA GRÈCE ET L'ITALIE UNISSENT LEURS FORCES POUR PRÉVENIR LES FEUX DE FORÊTS

**INVESTISSEMENT TOTAL
1 300 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
975 000 EUR**

Le projet OFIDIA, une collaboration entre la région des Pouilles en Italie et celle de l'Épire au nord-ouest de la Grèce, a conçu une infrastructure transfrontalière de prévention des incendies à partir de modèles de prévision informatiques.

Cette région transfrontalière d'Italie et de Grèce présente une grande variété écologique, avec des zones montagneuses et côtières et des forêts denses. Du fait des températures élevées, de la sécheresse, de la négligence et des pyromanes, ces zones sont ravagées tous les ans par des incendies de forêts. Ces feux se propagent très vite et sont difficiles à contenir.

Selon les chercheurs d'OFIDIA, les clés pour parvenir à contenir un feu de forêt sont une détection précoce, la capacité à prédire les conditions climatiques avec précision, la coordination entre les opérations de lutte contre les incendies au sol et aériennes et la réalisation d'enquêtes criminelles sur les causes et sur les dommages constatés. Cependant, les mettre en œuvre n'est pas si simple, notamment en ce qui concerne les forêts isolées d'Italie et de Grèce où les tours de surveillance des incendies et les équipes de pompiers restent insuffisantes du fait des contraintes budgétaires.

Par ailleurs, les pompiers présents sur le terrain ont besoin d'un accès facile à des prévisions météorologiques détaillées, ainsi que de données visuelles en direct sur la zone des opérations. Cependant, également pour des raisons de contraintes budgétaires, la salle de commande de l'Unité régionale des pompiers d'Ioannina ne dispose que d'une liaison vocale sans fil avec les équipes et n'a accès à aucune données visuelles ou numériques de la zone.

Se tourner vers la technologie

Les chercheurs d'OFIDIA ont eu recours à la technologie pour combler le manque de ressources. Afin de permettre une détection précoce, le système intègre des caméras visuelles et thermiques

automatiques installées dans toute la zone forestière. Ces équipements sans fil transmettent des informations à l'une des cinq salles de commande centrales à la pointe de la technologie établies dans les villes de Lecce, Brindisi, Bari et Ioannina, qui les utilisent ensuite pour coordonner individuellement leurs opérations de lutte contre les incendies.

Le projet a également développé une infrastructure TIC qui fournit des cartes géographiques en ligne avec des prévisions météorologiques avancées, des indices de risque d'incendie et des informations rétrospectives sur les capteurs météo, les données prévisionnelles et les occurrences d'incendies forestiers. Ces informations permettent aux parties prenantes de préparer plus efficacement leurs interventions opérationnelles, ce qui a pour résultat final de réduire le nombre de feux de forêts annuels et par conséquent de permettre la régénération de l'habitat naturel.

Le système OFIDIA aide non seulement à protéger les forêts de la région des incendies, mais contribue également à mettre en place une qualité de vie et une prospérité économique durables dans cette zone transfrontalière.

Par exemple, les prévisions météorologiques détaillées produites par le système sont mises à la disposition du public et peuvent être utilisées pour améliorer la planification des activités et les protéger des conditions climatiques extrêmes. Le projet a également favorisé une collaboration plus étroite entre les autorités de protection civile italienne et grecque, ainsi qu'une coopération scientifique plus efficace entre les institutions de recherche de ces zones, au plus grand bénéfice de la population en général. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.youtube.com/watch?v=WVvF9IC-Z2c>

PROJETS

UN SYSTÈME DE RECYCLAGE NOVATEUR REMET AU GOÛT DU JOUR LES TEXTILES EN FIN DE VIE

**INVESTISSEMENT TOTAL
4 480 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
1 905 000 EUR**

Grâce à la contribution du Fond de cohésion de l'UE, une infrastructure de recyclage de Krajné, à l'ouest de la Slovaquie, transforme les déchets textiles en produits verts qui peuvent être utilisés dans les secteurs de la construction et des transports.

Suite à l'expansion et à la modification de ses équipements de production la société PR Krajné a mis au point une technologie unique pour retraiter les déchets textiles synthétiques et fabriquer des produits plus verts et plus respectueux de l'environnement.

L'entreprise recourt à STERED, sa technique brevetée, pour recycler les tapis et les garnitures des véhicules en fin de vie, les chutes de production des nouvelles voitures et la pâte obtenue après le recyclage des pneus. Le processus tire parti des caractéristiques d'humidité, mais aussi de résistance à l'usure et de faible inflammabilité des tissus synthétiques utilisés dans l'industrie automobile qui, du fait de leur durabilité, sont également difficiles à détruire.

Le produit final c'est le bloc de construction STERED qui présente des propriétés acoustiques, thermiques et de rétention d'humidité intéressantes. Sa capacité à retenir l'eau et à supporter toutes les conditions climatiques quelle que soit la saison en fait le bloc idéal pour la construction de toitures vertes qui permettent de faire pousser un gazon ou d'autres plantes.

Outre le fait qu'il offre des qualités isolantes excellentes et qu'il contribue à réduire les factures d'électricité, ce produit est désormais utilisé avec des panneaux photovoltaïques pour promouvoir les énergies renouvelables, en ligne avec les normes d'efficacité énergétique européennes.

Des espaces urbains plus verts

Ses propriétés de rétention d'eau et de suppression des bruits font également de STERED un produit adapté aux nouvelles lignes de tramway. Les sections vertes des rails de tramway peuvent alors absorber puis relâcher doucement les eaux pluviales par évaporation, ce qui rafraîchit et humidifie l'air, réduit les bruits et les poussières pour les résidents locaux et améliore l'environnement urbain global. De même, ces blocs sont désormais utilisés pour la construction de barrières anti-bruit pour les infrastructures routières et ferroviaires.

L'usine est entrée en fonctionnement en 2012, et avait en 2017 retraité plus de 1 780 tonnes de textiles automobiles. Avec la croissance de la demande, elle devrait recycler 700 tonnes de matériau cette année, passant à 1 750 tonnes en 2019.

En 2018, le Fonds de cohésion de l'UE a contribué à l'embauche de 41 personnes chez PR Krajné, avec potentiellement 25 autres emplois à la clé dans l'année à venir. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.stered.sk/?lang=en>

UN DIAGNOSTIC OPTIMISTE POUR LA PRODUCTION PHARMACEUTIQUE EN POLOGNE

**INVESTISSEMENT TOTAL
2 300 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
855 000 EUR**

Un processus de production innovant a permis à un fabricant de médicaments de la région de Warmińsko-Mazurskie en Pologne de développer de nouveaux produits et de devenir plus compétitif dans le secteur pharmaceutique national.

C'est une première pour les fabricants de médicaments de cette région polonaise: un système de production totalement automatisé produit et conditionne des versions abordables de comprimés et de gels antidouleurs génériques très populaires. C'est en partie grâce aux financements du Fonds européen de développement régional, que le laboratoire Laboratory Galena Olsztyn (LGO) a pu collaborer avec l'université de Varmie et Mazurie d'Olsztyn, capitale de la région, pour développer et fournir les machines nécessaires à des lignes de production automatisées.

L'équipement utilisé pour produire les comprimés inclut une station d'accueil pour charger les ingrédients, un mélangeur de poudre, une presse à comprimés et une coucheuse, et des machines pour le conditionnement sous blister et la mise en boîtes. Cette ligne produit actuellement les antidouleurs commercialisés par LOG, paracétamol 500 mg et ibuprofène 400 et 200 mg, qui sont les plus demandés par les consommateurs locaux parce qu'ils sont disponibles sans ordonnance et moins chers que ceux produits par leurs marques d'origine.

Une deuxième ligne de production, qui dispose de machines pour le mélange, le remplissage des tubes et la mise en boîtes, produit des gels anti-inflammatoires pour application cutanée à base de kétoprofène et de diclofénac qui soulagent les douleurs internes. Tous ces médicaments sont produits à partir de formules dont les brevets ont expirés. Par conséquent, LGO a augmenté ses revenus d'environ 30% sans avoir à supporter de frais de recherche.

Mettre en place un contrôle strict

Tous les équipements sont complètement automatisés, ce qui permet aux salariés du laboratoire de gérer avec précision le processus de production et de réaliser des économies d'énergie en comparaison avec la fabrication anautomatisée de médicaments similaires.

Afin de respecter les normes européennes rigoureuses, les deux nouvelles lignes de production de médicaments génériques en vente libre de LGO doivent être certifiées par l'Inspection générale de la pharmacie de Pologne. Dans cet objectif, le laboratoire a mis en œuvre un système de contrôle à toutes les étapes de la production, des matières premières au conditionnement.

Les mesures d'hygiène déjà en place garantissent que les médicaments sont protégés des agents pathogènes. Les travailleurs doivent porter des vêtements de protection et pénétrer dans la zone de production par des sas étanches au gaz, et l'air de cette zone et des machines est filtré en continu.

Aujourd'hui, ces lignes automatisées innovantes ont permis la création de 20 nouveaux postes, les nouveaux salariés reçoivent également une formation complète dispensée par des membres du laboratoire afin de faire fonctionner la ligne de production de LGO. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bip2.warmia.mazury.pl>

PROGRAMME

7 MARS

Bruxelles (BE)

Événement de haut niveau: Les femmes dans l'administration publique

22-23 MAI

Bucarest (RO)

Conférence annuelle Interreg

20-21 JUIN

Bucarest (RO)

«Investir dans notre futur commun: 8^e Conférence pour l'évaluation de la politique de cohésion de l'UE».

7-10 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

Print: ISSN 1608-3903 KN-LR-18-067-FR-C

PDF: ISSN 1725-8316 KN-LR-18-067-FR-N

© Union européenne, 2019

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Printed by Bietlot in Belgium

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais, bulgare, espagnol, français, grec, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé.

Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en décembre 2018.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © iStock/Meinzahn; Bilbao © iStock/LucVi; RegioStars © Union européenne; EYCH © Union européenne

Page 3: © Union européenne

Page 4: © Union européenne

Page 5: © Austrian Federal Ministry for Sustainability and Tourism, Margit Schörg

Page 6: © Union européenne

Page 7: © Union européenne

Page 10: Anvers © iStock/Argalis; Bilbao © iStock/LucVi; © iStock/ Settantasette

Page 11: Maribor © iStock/mura; Lahti © iStock/DarthArt; Göteborg © iStock/mura

Page 12: © iStock/Meinzahn

Page 14: © iStock/SocjosensPG

Page 18: © Union européenne

Page 20: © Union européenne

Page 21: © Union européenne

Page 22: © Union européenne

Page 23: © Union européenne

Page 24: Cérémonie RegioStars © Union européenne; © Business and Shared Services Centre; © VTT Finland

Page 25: © Statutory City of Ostrava - © iStock/FatCamera - © Nant Gwtheyrn; © Vista Alegre Heritage Museum

Page 26: © Union européenne

Page 27: © Union européenne

Page 28: © Anina Vontavon

Page 29: © iStock/kynesher

Page 30: © Iskra Tsankova

Page 31: © Aurore Dessaigne

Page 32: © Union européenne; © Martín Guillermo Ramírez © AEBR;

Page 33: © Diana Zsoldos

Page 34: © Union européenne

Page 38: © Union européenne

Page 41: © Union européenne/Geert VandenWijngaert

Page 42: © South Poland House

Page 43: © Association of Finnish Local and Regional Authorities

Page 44: © Castilla-La Mancha

Page 45: © iStock/weerapatkiatdumrong

Page 54: © iStock/wrangle

Page 55: © Thriving culinary experiences' project

Page 56: © iStock/mrak_hr

Page 57: © Juraj Plesnik

Page 58: © iStock/xfzsy

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



[@EUinmyRegion](https://twitter.com/EUinmyRegion)



[EUinmyRegion](https://www.facebook.com/EUinmyRegion)



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



[EUinmyRegion](https://www.youtube.com/EUinmyRegion)



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/
cretu_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)
[@CorinaCretuEU](https://twitter.com/CorinaCretuEU)



Office des publications

Commission européenne
 Direction générale de la politique régionale et urbaine
 Communication — Agnès Monfret
 Avenue de Beaulieu 1 — B-1160 Bruxelles
 Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu